

NOUS VOUS ILLE

LE MAGAZINE DU DÉPARTEMENT
D'ILLE-ET-VILAINE

Veiller sur chaque enfant

PAGES 11 À 17

**CONSTRUIRE DES
PISTES CYCLABLES**

P.18

**ENTRER
EN EHPAD**

P.20

**AUX MARCHÉS DE BRETAGNE,
DES CHÂTEAUX POUR RÊVER**

P.42

RETROUVEZ-NOUS SUR



ille-et-vilaine.fr

N° 131

FÉVRIER • MARS • AVRIL 2021


Ille & Vilaine
LE DÉPARTEMENT

ÉDITO

DE NOUS, À VOUS



© Jean-Paul Noble

Chers lecteurs, chères lectrices,

En raison des prochaines élections départementales qui doivent se tenir fin juin 2021, et afin de respecter l'esprit du code électoral et ses règles en matière de communication pendant une période pré-électorale, j'ai décidé de suspendre la parution de l'éditorial qui ouvrirait notre magazine départemental.

Je vous souhaite une lecture agréable du nouveau

« Nous, Vous, Ille ».

Bien sincèrement,

Jean-Luc Chenut,

Président du Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine

© Jean-Paul Noble



4 ILLE-ET-VILAINE 9 EN MOUVEMENT

Bretagne-Anjou : la 2x2 voies bientôt terminée // En savoir plus sur son histoire // Personnes âgées : trouver l'info qu'il vous faut

© Jérôme Seurette



11 DOSSIER 17 Veiller sur chaque enfant

Le Département accompagne les parents et assure la protection des enfants.

20 CONSEILS 21 ET SOLUTIONS

Entrer en EHPAD

© Jean-Paul Noble



25 EN DIRECT DES PAYS 39

L'actualité des 7 pays d'Ille-et-Vilaine

© Franck Hamon



40 VOUS FAITES 41 L'ILLE-ET-VILAINE

Marion Le Sollicec, harpiste et youtubeuse // **Claire Talvard**, professeure de français au collège des Hautes-Ourmes à Rennes // **Louis Peeters**, bénévole au bistrot associatif de Val Couesnon

42 ESCAPADE

45 Aux Marches de Bretagne, des châteaux pour rêver

© JClara Ferrand Wild road & Vanessa Martin Cashpistache



46 PATRIMOINE

47 Fougères, à l'école du temps



© Franck Hamon

Mot de la rédaction

La crise sanitaire liée au Covid-19 entraîne de nombreuses incertitudes quant à la tenue des événements culturels, notamment. L'agenda diffusé avec le magazine « Nous Vous Ille » d'octobre a été obsolète quasiment dès sa sortie en raison de la mesure de confinement prise début novembre.

De nombreux événements sont annulés ou reportés et nous manquons de visibilité sur les programmations culturelles des mois à venir. Dans ce contexte, nous avons pris la décision de ne pas faire paraître l'agenda des sorties qui devait accompagner le magazine que vous avez entre les mains.

Pour connaître les manifestations qui sont maintenues, ainsi que les annulations ou reports, nous vous invitons à consulter l'agenda des sorties en ligne sur <https://www.ille-et-vilaine.fr/agenda> qui lui peut être tenu à jour. Une sélection de livres et CD reçus à la rédaction est désormais disponible sur ille-et-vilaine.fr.

Nous vous remercions de votre compréhension.

Nous assurons les acteurs culturels de notre soutien en cette période compliquée.

**NOUS
VOUS
ILLE**

Le magazine du Département d'Ille-et-Vilaine

1, avenue de la Préfecture, CS 24218,
35042 Rennes Cedex
nousvousille@ille-et-vilaine.fr

Directeur de la publication : Jean-Luc Chenut.
Directrice de la communication : Catherine Durfort.
Responsable du service information : Anne-Laure Hamonou.
Rédactrice en chef : Corinne Duval.
Ont collaboré à ce numéro : Claire Baudiffier, Olivier Brouelli, Régis Delanoë, Virginie Jourdan, Anne Recoules, Benoît Tréhorel.
Direction artistique : Agence Citeasen. Couverture: Getty images.
Mise en page : Studio graphique du Département.
Impression : AGIR GRAPHIC – www.agir-graphic.fr. Tirage : 547 912 exemplaires – ISSN : 0764-3926 – Dépôt légal : janvier 2021.

« Nous Vous Ille » est disponible en lecture et en écoute audio sur ille-et-vilaine.fr. Si vous rencontrez des problèmes de distribution, merci de le signaler à nousvousille@ille-et-vilaine.fr. Nous transmettrons à La Poste/Mediapost qui assure la diffusion.

Les photographies de personnes non masquées ont été réalisées dans le plus strict respect des règles sanitaires actuelles.



Bigarré

Ce cliché de pic épeiche a été pris par Michel Coquelle qui vit à Saint-Thurial. Il y a un an, le photographe naturaliste amateur avait remporté le concours organisé par le Département avec son paysage de campagne thurialaise (voir N°128). Ses magnifiques photos de faune et de flore bretonnes sont visibles sur son blog michelcoquelle.wixsite.com

Retrouvez d'autres belles images d'Ille-et-Vilaine sur le compte Instagram du Département.

Vous aussi, partagez vos photos du territoire avec #illeetvilaine.

Bretagne-Anjou : la 2x2 voies bientôt terminée

Le chantier de la mise à 2x2 voies de la Bretagne-Anjou sera achevé en mai prochain. Tout au long de la réalisation de cet axe routier plus sûr et durable, le Département a veillé à la protection de l'environnement et de la biodiversité.



© Jean-Paul Noble

La route Bretagne-Anjou contribue au développement du territoire.

Après seize années de travaux, le chantier de la Bretagne-Anjou touche à sa fin. En mai, la route sera à 2x2 voies sur tout l'itinéraire bretonnien. Le Département d'Ille-et-Vilaine aura investi au total 141 millions d'euros pour ce projet. Longue de 48 km entre Rennes et la limite du département, la Bretagne-Anjou est un facteur majeur de développement pour ce territoire. Elle favorise l'implantation d'entreprises, l'accueil de nouveaux habitants et la création de services tels que l'ouverture de classes dans les écoles. Chaque commune de cet axe se trouve à 10 minutes d'une route performante. Soit un gain de temps pour des déplacements qui s'effectuent aussi dans de meilleures conditions de sécurité. Du fait de son confort et de ses équipements – les glissières par exemple –, une 2x2 voies est 5 à 10 fois plus sûre qu'une route classique. Chaque échangeur de la Bretagne-Anjou bénéficie d'une aire de covoiturage. L'itinéraire en compte huit au total. La réalisation de cette nouvelle route a également été l'occasion de réaménagements fonciers et de création d'unités de production agricoles plus cohérentes.

REBOISEMENT ET CRAPAUDUCS

Tout au long du chantier, le Département s'est attaché à limiter les nuisances sonores pour les riverains : réalisation d'écrans antibruit et de merlons, choix d'enrobés phoniques permettant de réduire le bruit de roulement des véhicules... Il a pris de nombreuses mesures pour préserver l'environnement et la biodiversité, notamment lors de la traversée de la forêt d'Araize. Il ne s'est pas contenté de reboiser et de réaliser des aménagements paysagers. Des zones humides ont été créées et des lits de ruisseaux reconstruits. Des passages pour la grande et la petite faune ont été aménagés, ainsi que des crapauducs. Des clôtures ont été posées pour les amphibiens. Des gîtes ont été construits pour les chauves-souris. Le Département a repéré des arbres à préserver pour conserver l'habitat des oiseaux. Un arbre abritant des grands capricornes a été déplacé. Toutes ces mesures « compensatoires » font l'objet d'un suivi pendant 2 à 10 ans. ■ **Corinne Duval**



+D'INFO
ille-et-vilaine.fr/bretagne-anjou



**Vous avez dit à propos
de la Bretagne-Anjou**

“ Désormais, nos camions ne traversent plus de villages. Le risque d'accident est limité. Cette route est un gage de confort et de sécurité. La circulation est aussi plus fluide. Cela a pesé dans notre choix d'ouvrir un site, l'été dernier, à proximité d'Angers. ”

Anita Bertin,
présidente Transports Bertin à Brie

“ Depuis un an, on sent que ça bouge. La population est plus mélangée qu'avant. À la campagne, les gens recherchent une qualité de vie supérieure à un prix plus abordable. Grâce à la 2x2 voies, ils peuvent s'éloigner de Rennes sans perdre trop de temps dans les déplacements. ”

Céline Le Gall,
épicerie et salon de thé
« Le Garde-manger »
à Martigné-Ferchaud

“ Pendant dix ans, nous avons un peu souffert des travaux, des déviations... Mais le résultat est positif, d'abord en termes de sécurité. Nos engins agricoles sortaient directement sur l'ancienne route. On avait toujours peur d'un dépassement dangereux, sans compter les insultes. Côté pratique, notre unité de méthanisation se trouve désormais à 500 m de l'échangeur. L'accès sera plus facile pour les transporteurs. Si on développe notre production de biogaz, on peut même imaginer une station de carburant vert. Elle sera bien placée. ”

Stéphane Choquet,
éleveur laitier à Coësmes

Le fonds Covid Résistance est prolongé

Mis en place en mai dernier, le fonds Covid Résistance soutient sous-forme d'avance remboursable, les associations et petites entreprises dont l'activité est impactée par la crise sanitaire. Le fonds est doté de 27,5 millions d'euros apportés pour 25 % par la Région, 25 % par les 4 Départements, 25 % par les 59 EPCI et l'Association des Iles du Ponant (AIP) et 25 % par la Banque des Territoires. La participation du Département d'Ille-et-Vilaine est de 2,2 millions d'euros. Le fonds évolue. Le plafond du prêt possible pour une entreprise ou une association marchande passe de 10 000 à 20 000 €. Les structures concernées peuvent avoir jusqu'à 20 salariés et un chiffre d'affaires qui peut atteindre 1,5 million d'euros. L'aide peut être cumulée avec un prêt garanti par l'État sous certaines conditions. Le dispositif est prolongé jusqu'au 31 mars prochain.



+D'INFO

Covid-resistance.bretagne.bzh

Des avis de décès pour les plus démunis

Grâce aux collectifs Dignité cimetière qui essaient dans toute l'Ille-et-Vilaine, les personnes les plus démunies et isolées peuvent bénéficier d'obsèques dignes et d'une sépulture décente. Désormais, un avis d'obsèques sera publié gratuitement dans le quotidien « Ouest France » – et sur ouest-france.fr – pour les personnes démunies des 29 communes signataires de la charte départementale pour les obsèques dignes. Une convention de partenariat a été signée en octobre dernier entre Précom, la régie publicitaire du groupe SIPA Ouest-France et le Département.

Le Département participe à la relance économique

La crise sanitaire a provoqué un ralentissement économique brutal. Pour soutenir les entreprises de travaux publics, le Département accélère ses investissements. Au-delà des chantiers déjà programmés pour 2021-2022, il a décidé d'anticiper la réalisation d'opérations simples au niveau de la procédure et consensuelles recensées dans le cadre du programme « Mobilités 2025 ». Votée par l'Assemblée départementale en juillet 2020, cette nouvelle approche des mobilités et des déplacements prévoit dans les prochaines années un investissement de plus de 200 millions d'euros dans différents projets : réduction de l'impact environnemental, amélioration de la sécurité, aires de covoiturage, grands itinéraires et transversales, contournements et renforcement des villes bretonniennes, dessertes locales et désenclavements. C'est aussi une grande ambition pour le vélo et les mobilités actives avec plus de 50 millions d'euros qui y seront consacrés. Au total, le Département accélère la mise en œuvre de 25 projets pour un montant de près de 18 millions d'euros. Il met l'accent sur la sécurité et les liaisons vélo.



+D'INFO

Détail des opérations sur ille-et-vilaine.fr/relance-eco
Direction des grands travaux d'infrastructures du Département, 02 99 02 36 41.

Les nouveaux collèges totalement opérationnels

Les collèges Marie Curie à Laillé, Gaël Taburet à Guipry-Messac et Françoise Elie à Bréal-sous-Montfort ont pu ouvrir dès la rentrée comme prévu. Le confinement du printemps dernier avait entraîné un arrêt des chantiers durant deux mois et quelques travaux restaient à finaliser. Les dernières finitions ont été réalisées en novembre dernier. Les salles de classe sont aujourd'hui toutes opérationnelles, de même que la demi-pension à Laillé (notre photo). Les collèges ont ouvert avec 250 à 400 élèves selon les établissements. Ils ont été calibrés pour en accueillir 700 et même 800 en cas de pression démographique. Le Département a financé la construction de ces établissements qui ont coûté entre 13,2 et 13,9 millions d'euros chacun, soit un peu moins que les 14,5 millions prévus.



© Jean-Paul Noble



+D'INFO

Retrouvez nos images sur les nouveaux collèges sur ille-et-vilaine.fr/nouveauxcolleges

© Jean-Paul Noble



Tour de France 2021 : une étape en Ille-et-Vilaine

Le Tour de France 2021 s'élancera de Brest le 26 juin et comptera quatre étapes bretonnes. Le mardi 29 juin, le peloton fera escale en Ille-et-Vilaine. Pour la première fois, Redon sera ville départ. L'arrivée aura lieu à Fougères. Cette étape sera favorable aux sprinters. Après Redon, les coureurs remonteront jusqu'à Bain-de-Bretagne via Pipriac et Guipry, traverseront Janzé, contourneront Rennes par l'Est, de Châteaugiron à Liffre, avant d'aller vers Vitry. Ils fileront ensuite au Nord vers Châtillon-en-Vendelais puis Fougères. Le Département, partenaire du Grand Départ du Tour, apporte, comme les trois autres Départements bretons, une aide financière de 300 000 € et un soutien logistique à l'organisation (sécurité, voirie).



+D'INFO

ille-et-vilaine.fr/tdf2021

Covid-19 : une aide aux associations

Dans le contexte de crise sanitaire liée au Covid-19, le Département soutient les associations du territoire. À ce stade, le Fonds d'appui aux partenaires et associations d'Ille-et-Vilaine (Fapa 35) doté d'un budget de 10 millions d'euros est prolongé jusqu'au 31 mars prochain. Il a déjà examiné plus d'une centaine de dossiers d'associations qui interviennent dans le champ de l'insertion, des personnes âgées, des personnes handicapées, de la culture, du sport, de la jeunesse ou de l'environnement. Une procédure dématérialisée via la plateforme illisa permet d'instruire rapidement les demandes.



+D'INFO

ille-et-vilaine.fr/fapa35



Jean-François Davy et son équipe du service adoption et accès aux données personnelles.

© Jean-Paul Noble

En savoir plus sur son histoire

Enfants adoptés, nés « sous x » ou confiés à l'aide sociale à l'enfance... Le Département accompagne celles et ceux qui le souhaitent dans la recherche de leurs données personnelles.

Qui est concerné ?

Les personnes peuvent accéder à leurs données personnelles si, enfant, elles ont été confiées à l'aide sociale à l'enfance (Ase), à l'ex-Ddass (direction départementale des affaires sanitaires et sociales), à l'assistance publique. Les pupilles de l'État, enfants adoptés ou nés dans le secret (« sous x ») sont également concernés, ainsi que les descendants collatéraux – frères et sœurs, oncles et tantes... – sous certaines conditions. En savoir plus sur son histoire est un droit depuis la loi de 1978.

Quels sont les documents auxquels on peut avoir accès ?

Il peut s'agir d'un état civil d'origine, de lettres, d'informations sur les circonstances de sa naissance ou de sa prise en charge à l'aide sociale à l'enfance. Autant de documents officiels ou personnels détenus par l'administration dans le cadre de sa mission de service public. Consulter son dossier peut aider à mieux comprendre son histoire et son parcours. Cette démarche est personnelle et peut être effectuée à tout moment. Les dossiers sont conservés sans limite de durée. « Un monsieur de 93 ans a récemment découvert l'existence d'un demi-frère de 75 ans, témoigne Jean-François Davy, responsable du service adoption et accès aux données personnelles. Ce sont des moments intenses en émotion. » Que vous ayez été confié à l'aide sociale à l'enfance du Département d'Ille-et-Vilaine ou d'un autre Département, si vous résidez en Ille-et-Vilaine, vous pourrez consulter votre dossier dans les locaux du Département, sur rendez-vous.

Comment procéder ?

Il faut faire une demande par écrit au service adoption et accès aux données personnelles du Département, soit par courrier, soit par mail. Il faut préciser les renseignements utiles à la recherche – état civil d'origine, date et lieu de naissance, dates de prise en charge à l'Ase le cas échéant, coordonnées... La demande doit être accompagnée d'une photocopie de la pièce d'identité. Le service traite environ 200 demandes chaque année.

Pourquoi se faire accompagner ?

Certaines informations peuvent être difficiles à lire ou à comprendre. Si on le souhaite, le service adoption et accès aux données personnelles du Département propose un accompagnement à la lecture du dossier. Outre leur qualité d'écoute, les professionnels du service – travailleurs sociaux ou psychologues – peuvent aider à décrypter les sigles, les abréviations, les termes techniques. Ils peuvent aussi aider à déchiffrer des écrits peu lisibles ou datés et expliquer les changements de législation. « À une certaine époque, modifier le lieu de naissance était autorisé, indique Jean-François Davy. Le terme « débile » employé pour qualifier un enfant signifiait « chétif » et n'avait pas d'autres connotations. » **Corinne Duval**



+D'INFO

Service adoption et accès aux données personnelles du Département, 02 99 02 38 13 ou 02 99 02 38 23, adp35@ille-et-vilaine.fr



Les élections départementales et régionales n'auront pas lieu en mars prochain comme prévu.

Le confinement, l'interdiction des réunions publiques et les règles de distanciation sociale imposées par l'épidémie de Covid-19 empêchent les candidats de faire campagne. Le Conseil des ministres a validé deux options : les 13 et 20 juin ou les 20 et 27 juin.

Initialement prévu du 20 au 26 janvier, l'Open de tennis de Rennes a été décalé à septembre prochain en raison de la crise sanitaire.

Rendez-vous au Liberté à Rennes du 13 au 19 septembre.

Jusqu'en mars, le Département met en place un dispositif spécifique pour que les routes départementales restent praticables en cas d'intempéries.

Treize équipes sont mobilisées 7J/7 et 24h/24. Consultez la carte des conditions de conduite sur ille-et-vilaine.fr

La 30^e édition du Festival Cinéma35 en fête devrait se dérouler du 17 au 23 mars prochain dans une trentaine de salles de cinéma en Ille-et-Vilaine.

Le festival fera toujours la part belle au film francophone et organisera sa traditionnelle compétition de courts-métrages, ainsi que des rencontres avec des professionnels, des ateliers et des ciné-débats. Il reste accessible à tous avec un tarif unique de 4 €. Rens. : cinema35.fr



© CD35

Le stade départemental, centre de préparation pour les JO

Le stade départemental Robert Poirier à Rennes a décroché le label centre de préparation aux Jeux Olympiques 2024. Il pourra servir de lieu d'entraînement pour les athlètes olympiques et paralympiques de l'été 2021 à l'été 2024. Le comité d'organisation des JO de Paris 2024 a retenu au total six communes d'Ille-et-Vilaine. À Rennes, différents sites pourront accueillir du basket-ball, de la boccia, de l'escrime, du goalball, du judo, de la natation, du plongeon, du rugby, du trampoline, du volley-ball et du water-polo. Cesson-Sévigné pourra recevoir des délégations de basket-ball, canoë-kayak, handball, tennis de table et volley-ball. Dinard est retenue pour du badminton, basket-ball en fauteuil, football, goalball, haltérophilie, judo, rugby en fauteuil, tennis, triathlon et volley-ball. Saint-Malo pourra recevoir des athlètes, boxeurs, footballeurs, tennismen et nageurs. Redon est positionnée sur l'aviron et le triathlon. Entraînements de badminton, basket-ball, boccia, cyclisme, escrime, goalball, gymnastique rythmique, handball, judo, rugby, trampoline et triathlon pourront se dérouler à Fougères.

Violences familiales : une écoute spécifique en commissariat

Avec la création récente de trois postes supplémentaires d'informateurs sociaux en commissariat et gendarmerie (ISCG), la quasi-totalité de l'Ille-et-Vilaine est désormais couverte. Les ISCG assurent un premier accueil des victimes de violences intrafamiliales – près de 80 % des personnes accueillies sont des femmes. Ils accompagnent les victimes dans leurs démarches d'ordre juridique, médico-psychologique..., les orientent vers les services sociaux ou autres services de droit commun en fonction des situations. Le Département participe au cofinancement des 7 postes d'ISCG. Son intervention permet de pérenniser les postes situés sur la circonscription de police de Rennes, Vitré Agglomération et Saint-Malo Agglomération. Le poste à mi-temps de Redon est devenu un poste à temps plein pour inclure Bain-de-Bretagne. Trois postes ont été créés dans les territoires de Brocéliande, de Fougères et de Rennes Métropole (lire aussi page 33).



© Sapeurs-pompiers Sdis 35

Lutter contre les agressions de sapeurs-pompiers

En 2019, 73 agressions physiques ou verbales de sapeurs-pompiers ont été signalées en Ille-et-Vilaine. Les sapeurs-pompiers réalisent près de 50 000 interventions chaque année dans le département. Insultes, caillassages, agressions physiques... Au niveau national, les violences contre les sapeurs-pompiers ont augmenté de 213 % en dix ans. Un protocole de prévention et de lutte contre les agressions a été signé le 9 octobre dernier à Rennes entre le Service départemental d'incendie et de secours (Sdis 35), la préfète, le procureur de la République, la police et la gendarmerie. Objectifs : mieux sécuriser les interventions, former et apporter un soutien moral et psychologique, améliorer les équipements de surveillance et de protection et mieux identifier le phénomène. Un observatoire est notamment créé. Le dépôt de plainte est également facilité. Les réponses pénales peuvent aller du stage de citoyenneté aux comparutions immédiates devant un tribunal judiciaire et incarcération le cas échéant.

Un baromètre de la téléphonie mobile avec KiCapte

Pour identifier les zones blanches sur son territoire, le Département met à disposition des Breilliennes et des Breilliens une application gratuite de mesure de leur couverture mobile : KiCapte. Un deuxième baromètre de la connectivité mobile est paru en novembre dernier (à consulter sur ille-et-vilaine.fr). En moyenne sur tout le département, Orange est le meilleur opérateur en zone agglomérée (+10 000 habitants) et Bouygues Telecom en zone rurale. Les débits sont deux fois supérieurs en zone agglomérée qu'en zone rurale, sauf pour Free pour lequel les débits sont équivalents. Le baromètre présente aussi des résultats détaillés à l'échelle des communautés de communes ou d'agglomération. Pour continuer d'améliorer la qualité des services pour tous, de réduire la fracture numérique entre les territoires et de peser face aux opérateurs privés, il faut que les habitants continuent à tester leur couverture mobile.



+D'INFO

ille-et-vilaine.fr/kicapte

Prix Ados : les votes sont en cours

Comme chaque année, les 13-15 ans sont invités à voter pour leur livre préféré parmi une sélection de 10 ouvrages. Tous les jeunes scolarisés en 4^e et 3^e peuvent voter ainsi que les élèves de 3^e des lycées professionnels et les 4^{es} et 3^{es} en Maison familiale rurale (MFR). Le Prix Ados est organisé par la Ville de Rennes, le Département, le Réseau Canopé et La Courte Échelle. Le roman lauréat sera dévoilé en juin prochain. Des Prix ados créateurs seront remis à cette occasion. Les jeunes sont invités à proposer des créations inspirées par les livres en compétition : illustrations, photos, vidéos, sculpture, BD, musique... tout est permis. Pour faire parvenir les œuvres réalisées, seul ou en groupe, il faut se rapprocher du CDI de son collège ou de la bibliothèque de sa commune.



+D'INFO

facebook.com/prixados/
mediatheque.ille-et-vilaine.fr





© Jean-Paul Noble

« Villes et Villages Fleuris » : 8 communes primées

Le département compte 51 communes labellisées « Villes et Villages Fleuris ». Ces communes participent à l'embellissement et l'attractivité touristique du territoire. L'Agence de développement touristique d'Ille-et-Vilaine (ADT) organise chaque année le concours départemental « Villes et Villages Fleuris » qui permet aux communes de s'engager dans une démarche de labellisation. Une étape incontournable pour l'obtention d'une première « fleur ». La cérémonie de remise des prix s'est déroulée le 16 octobre à l'Hôtel du Département. Elle a récompensé 8 communes : Saint-Symphorien (1^{er} prix) et Moutiers (2^e prix) pour les communes qui comptent entre 500 et 999 habitants, Louvigné-du-Désert (1^{er} prix) et Taillis (2^e prix) pour les communes entre 1 000 et 3 499 habitants – un prix d'encouragement a été remis à Pipriac et Mont-Dol –, Gévezé (1^{er} prix avec mention coup de cœur) pour les communes entre 3 500 et 9 999 habitants. Un prix spécial a été remis à La Chapelle-de-Brain pour la mise en valeur de son cimetière. Le label national Département fleuri, obtenu en 2015, a également été renouvelé pour l'Ille-et-Vilaine jusqu'en 2025.



+D'INFO
pro.bretagne35.com

Personnes âgées

Trouver l'info qu'il vous faut

Comment trouver un service d'aide à domicile ? Quelles sont les solutions pour se sentir moins isolé ? Les 13 Clic d'Ille-et-Vilaine sont à la disposition des personnes âgées et de leur famille pour répondre à toutes leurs questions. Des sites en ligne sont aussi une mine d'informations.



© Jean-Paul Noble

Les Clic conseillent et orientent les plus de 60 ans.

Les Clic (Centres locaux d'information et de coordination) sont des espaces d'information, d'écoute, de conseil et d'orientation destinés aux personnes de plus de 60 ans et à leur entourage. Ce sont également des centres de ressources pour les personnes handicapées sauf à Rennes où se trouve la Maison départementale des personnes handicapées (MDPH). Les Clic rassemblent toutes les informations pour aider ces personnes et leur famille dans leur vie quotidienne. Ils peuvent également mettre en place avec leurs partenaires des actions de prévention et d'accès aux droits. Des groupes de paroles, des ateliers mémoire ou des formations pour les aidants sont régulièrement proposés. Des ateliers sont l'occasion d'évoquer la prévention des chutes, la sérénité au volant... Les professionnels des 13 Clic d'Ille-et-Vilaine apportent informations et conseils sur le soutien à domicile : services d'aide à domicile, services de soins à domicile, de portage de repas, téléalarme. Ils peuvent répondre aux questions relatives aux structures d'hébergement, aux aides financières mais aussi renseigner sur les transports, les loisirs... Ils accompagnent les personnes dans les démarches administratives. Les équipes des Clic sont soumises au secret

professionnel. L'aide qu'elles apportent est personnalisée et gratuite.

S'INFORMER EN LIGNE

D'autres sources d'information sont à la disposition des personnes âgées. Rendez-vous sur ille-et-vilaine.fr/personnes-agees. Le site du Département détaille, entre autres, comment faire une demande d'allocation personnalisée d'autonomie (Apa). Les personnes âgées, fragilisées par la crise sanitaire, sont également invitées à s'informer sur le nouveau portail internet : pour-les-personnes-agees.gouv.fr. Enfin, le Département met à disposition son service d'écoute et d'information. Info sociale en ligne (ISL) peut répondre à toutes les questions d'accès aux droits. Ce service peut aussi apporter son aide pour effectuer des démarches : trouver le bon interlocuteur, remplir un dossier... Il suffit d'appeler le 0 800 95 35 45 (numéro vert, gratuit), du lundi au vendredi de 9 heures à 18 heures. Il est possible d'envoyer un message à isl@ille-et-vilaine.fr ■ **Corinne Duval**



+D'INFO

Coordonnées des Clic sur ille-et-vilaine.fr/clic



JO 2024

I'lle-et-Vilaine se mobilise

Dans la perspective des Jeux Olympiques 2024 à Paris, le Département a obtenu en janvier 2020 le label « Terre de jeux » décerné par le Comité d'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques. Le stade d'athlétisme départemental Robert Poirier à Rennes a également été retenu comme centre de préparation pour les jeux. Un plan d'actions pour la période 2021-2024 a été voté afin de favoriser la découverte des valeurs portées par le sport et l'olympisme.

« Classes olympiques »

Projets des collèges autour de la pratique sportive et des valeurs de l'olympisme.

Journée olympique du 23 juin

Temps forts organisés par les équipes de l'animation sportive départementales en s'appuyant sur le tissu associatif local et les partenaires institutionnels.

Conférence avec des athlètes bretoniens de haut niveau

Présentation de leur parcours à des collégiens, des représentants du monde économique, des personnes suivies par les services sociaux du Département...

**TERRE
2024
DE JEUX**



+D'INFO

Direction éducation, jeunesse, sport, 02 99 02 32 54



Un soutien à SOS Méditerranée et aux Alpes-Maritimes

Le Département a décidé d'attribuer une subvention de 50 000 € à l'association européenne SOS Méditerranée pour la réalisation des opérations de sauvetage en mer des migrants. Cette association est aujourd'hui la seule entité qui intervient au secours des naufragés. En 2019, elle a secouru 1 337 personnes dont 28 % de mineurs. L'aide départementale contribuera

aux frais d'affrètement du navire ambulance et à l'acquisition de matériel de sauvetage. Une façon de réaffirmer le principe inconditionnel d'assistance à personne en danger. Une aide exceptionnelle de 50 000 € a également été apportée au Département des Alpes-Maritimes suite aux dégâts considérables occasionnés par la tempête Alex.



Participation du Département à la Coop des Masques

La création de la Société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) La Coop des Masques, Bretonne et Solidaire a pour objectif de sécuriser la production de masques chirurgicaux et textiles en Bretagne. La SCIC a été créée en juin dernier. L'installation du site de production se fera à Guingamp (Côtes-d'Armor). L'intérêt du Département est de pouvoir disposer d'une solution

locale d'approvisionnement en masques pour la population, les établissements médico-sociaux et pour ses propres besoins. Le Département a décidé de participer au projet et de souscrire des parts sociales de la SCIC à hauteur de 25 000 €.

Veiller sur chaque enfant

Accompagner les parents, protéger les enfants... Savons-nous vraiment ce que cela signifie ? Derrière ces termes se cachent une diversité de situations. Qui intervient, pour quoi faire, comment on protège ? Le Département vient de définir un plan d'actions qui englobe la protection maternelle et infantile et la protection de l'enfance. L'objectif est clair : assurer une prise en compte globale des besoins de l'enfant avec la mise en place de réponses variées et personnalisées.

Dossier : Corinne Duval et Olivier Brovelli

Prévention, accompagnement, protection de l'enfance : de quoi parle-t-on ?

Le Département aux côtés des familles

Un parent de nourrisson qui se pose des questions, un proche qui s'inquiète pour un enfant, un parent isolé qui a besoin d'aide... Dans toutes ces situations, le Département peut agir : les besoins de l'enfant sont au cœur de ses préoccupations. Concrètement, il intervient via les lieux d'accueil PMI (Protection maternelle et infantile). Les équipes y assurent un suivi de la santé du bébé et du jeune enfant et conseillent aussi les parents. Il agit également au travers de l'aide sociale à l'enfance et du service social présent sur tout le territoire avec les 22 centres départementaux

d'action sociale. Tout aussi essentiel, le réseau des assistants et assistantes familiales : ces salariés du Département accueillent une grande partie des enfants qui ne peuvent plus rester chez eux. Le Département assure également la protection des mineurs étrangers qui arrivent seuls en France.

PROTÉGER LES ENFANTS EN DANGER

Dans un monde idéal, on préférerait qu'aucun enfant ou adolescent n'ait besoin d'être pris en charge par les services sociaux ou judiciaires. Mais parfois, un enfant a besoin d'être protégé. Il n'y a pas que les situations de maltraitance. Prenons l'exemple de cette

mère de famille qui vit seule avec ses enfants et qui est hospitalisée. Il n'y a pas de réseau familial ou amical pour prendre le relais... Ou encore ces parents qui, à un moment donné, ne savent plus comment faire avec un ado ou une fratrie, qui sont épuisés... Ces situations peuvent nécessiter une aide du Département.

Des parents en grande précarité avec des enfants qui ont parfois des troubles du comportement ou un handicap, peuvent aussi avoir besoin d'une prise en charge spécifique. L'aide sociale à l'enfance, c'est un « filet de sécurité » pour toutes les familles.

“ La protection de l'enfance vise à garantir la prise en compte des besoins fondamentaux de l'enfant, à soutenir son développement physique, affectif, intellectuel et social et à préserver sa santé, sa sécurité, sa moralité et son éducation, dans le respect de ses droits. ”

(Loi du 14 mars 2016)

Un Département en première ligne mais pas seul

Le Département assume l'essentiel de la mission de protection de l'enfance. Il organise des actions de soutien aux parents. Il est aussi chargé du repérage des enfants en danger. Dans une telle situation, il propose des mesures éducatives et, si cela s'avère nécessaire, organise le placement des enfants dans un établissement ou une famille d'accueil. Si le Département est

en première ligne pour assurer la protection de l'enfance, il partage cette compétence avec l'État par l'intermédiaire de la justice qui mobilise procureur de la République, juges des enfants et Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ). Un juge des enfants est saisi lorsque les mesures de prévention se sont montrées inopérantes ou lorsqu'une famille ou un jeune en danger refuse toute aide.

La justice va alors les mettre dans l'obligation d'accepter une mesure de protection. Le Département travaille aussi avec de nombreuses associations qui viennent l'épauler, que ce soit pour la mise en place de mesures éducatives ou l'accueil des enfants.





164
millions d'euros
consacrés à l'enfance
et à la famille
par le Département
en 2020

© Jean-Paul Noble

L'école sur mesure avant 3 ans

Dans 21 écoles d'Ille-et-Vilaine, de très jeunes enfants font déjà leurs classes avant trois ans. Parce qu'ils en ont particulièrement besoin. Encore plus que d'autres en raison d'un retard de langage, de l'isolement des parents... À mi-chemin entre la crèche et la maternelle, encadrés par des enseignants dédiés, ces « dispositifs d'accueil » fonctionnent en horaires assouplis avec des effectifs limités. « Ces classes accueillent 20 enfants maximum, détaille Angélique Simon-Lemarié, chargée de mission parentalité au Département. Les enfants peuvent venir à la demi-journée, un ou plusieurs jours par semaine. Si besoin, les parents restent avec eux dans la classe pendant une heure

le matin. » Ce cadre scolaire adapté cible en priorité les enfants aux fragilités repérées. Le nombre de places est limité. « Les centres départementaux d'action sociale (Cdas) et les services de Protection maternelle et infantile (PMI) connaissent bien les familles pour lesquelles une scolarisation précoce de leur enfant offrirait un bénéfice maximal. » D'où l'idée de renforcer les liens entre le Département, l'Éducation nationale, la Caisse d'allocations familiales (Caf) et l'Associationw des maires de France (AMF). Une plaquette explicative à l'intention des parents va être éditée. Les échanges sont plus nombreux, les familles mieux accompagnées.

“ L'apprentissage du langage est notre priorité. Plus un enfant parle tôt, plus facile sera la lecture en CP. Commencer l'école à deux ans permet d'acquérir plus vite du vocabulaire, de s'ouvrir à la culture du livre et aux autres. On se donne le temps de montrer aux familles ce qu'est une école, ce que l'on y fait, ce que l'on attend des enfants. La lutte contre l'échec scolaire se fait aussi dans l'accompagnement à la parentalité. ”

Mireille Guélou, enseignante à l'école Louise-Michel de Dol-de-Bretagne

67 lieux de consultation infantile

Le Département propose des séances de consultation pour les enfants jusqu'à 6 ans. Ces consultations gratuites sont assurées par des médecins de PMI accompagnés par des puéricultrices et auxiliaires de puériculture dans 67 lieux en Ille-et-Vilaine dont les Centres départementaux d'action sociale (Cdas). Le médecin de PMI ne traite pas les urgences mais fait de la prévention avec une attention particulière aux familles les plus vulnérables. Il veille au développement psychomoteur des enfants, à la relation avec les parents...



+D'INFO

Coordonnées des Cdas sur ille-et-vilaine.fr/cdas

Le parrainage : un soutien pour les enfants

France Parrainages met en relation des enfants vulnérables avec un parrain de cœur. Un lien de confiance pour bien s'ancrer dans la vie. Nelly Tanvert, directrice de l'association, explique les différents accompagnements possibles.



Le parrainage de proximité

« Des parents sollicitent la présence d'un parrain aux côtés de leur enfant ou de leur ado pour partager du temps, l'ouvrir sur le monde, lui apprendre des choses nouvelles. L'aider à grandir sereinement en nouant des moments de complicité, une relation privilégiée. Le parrain et l'enfant se voient deux fois par mois pour faire du sport, de la musique, des

jeux, des balades... Ce parrainage de « prévention », recommandé par les travailleurs sociaux, s'adresse aux parents qui souffrent d'isolement, en majorité des familles mono-parentales. »

Le parrainage vers l'autonomie

« Il s'agit d'un parrainage réservé aux jeunes de 17 à 21 ans suivis par l'Aide sociale à l'enfance (Ase), hébergés en famille d'accueil, en foyer ou en appartement éducatif. Parmi eux se trouvent des mineurs étrangers (MNA). Pour ces jeunes qui ont souffert de ruptures, l'entrée dans la vie active, la recherche d'un logement ou d'une formation professionnelle est une étape encore plus délicate. Ils ont besoin d'un accompagnement humain. Nos parrains représentent la société civile dans toute sa diversité qui les guide vers l'autonomie, l'intégration. En Afrique, le proverbe dit qu'il faut tout un village pour élever un enfant. »



+D'INFO

France Parrainages Ile-et-Vilaine,
82 rue Bigot de Préameneu à Rennes
Tél. : 02 99 22 03 38 / 07 61 07 70 31 ;
bretagne@france-parrainages.org

Vite dit

Bilans en école maternelle

Chaque année, 12 000 enfants de 3 et 4 ans bénéficient d'un premier bilan de santé au sein de leur école organisé par le Département. Ce bilan comprend un dépistage des troubles sensoriels – vue, audition – et du langage ainsi qu'une évaluation du développement psychomoteur, voire un examen médical. Tous les aspects de la vie de l'enfant peuvent être abordés – sommeil, alimentation, loisirs... Il est réalisé de préférence en présence des parents par une infirmière (et éventuellement un médecin) du service de Protection maternelle et infantile (PMI). En raison du contexte sanitaire actuel, des mesures de désinfection et de protection sont mises en place pour protéger les enfants, l'équipe médicale et les parents.

+D'INFO

Vidéo sur ille-etvilaine.fr
Retrouver à quoi sert la PMI, les lieux de consultation les plus proches de chez vous, des guides utiles sur la petite enfance sur ille-etvilaine.fr



En finir avec les clichés !



À la PMI, on évalue si je suis un « bon parent »

Faux. La PMI est là avant tout pour rassurer et conseiller les parents. Elle assure le suivi de la santé des enfants de 0 à 6 ans. L'équipe n'est pas dans le jugement mais aide les parents à prendre confiance en eux.

C'est la Ddass qui place les enfants

Faux. On entend souvent parler d'« enfants de la Ddass » (ex direction départementale des affaires sanitaires et sociales, service déconcentré de l'État) pour désigner les enfants placés et élevés par des familles d'accueil ou dans des foyers. Depuis le milieu des années 80, c'est le service d'Aide sociale à l'enfance du Département (Ase) qui gère les

situations d'enfants en danger ou en risque de danger.

Les enfants sont toujours retirés à leur famille

Faux. L'accompagnement est toujours privilégié.

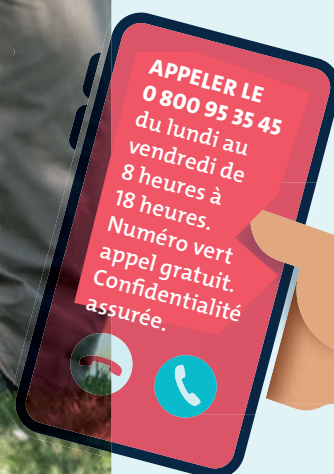
L'Ase et le juge des enfants peuvent prendre des mesures pour protéger un enfant d'une situation où il se trouve en danger. Ces mesures peuvent être administratives (en accord avec la famille) ou judiciaires (imposées par la justice). Elles peuvent, par exemple, faire intervenir des travailleurs sociaux au sein de la famille pour une assistance éducative afin d'aider les parents à faire face aux difficultés qu'ils rencontrent avec leur enfant. Si les difficultés



Un parrain de coeur pour aider l'enfant à bien grandir.

Le réflexe ISL

Info sociale en ligne, c'est le service d'information téléphonique du Département qui répond à toutes les questions ou oriente vers le bon interlocuteur.



sont trop envahissantes et si l'enfant est en danger, il peut être décidé de le « placer », c'est-à-dire de le retirer de son milieu familial, pour une durée variable. Il rejoint un établissement ou une famille d'accueil. Derrière ce terme, il y a une personne (en général une femme mais pas toujours) qui pratique le métier d'assistante familiale. Cette personne est rémunérée par le Département pour accueillir l'enfant à son domicile. En Ille-et-Vilaine, parmi les 6 600 enfants de l'Ase, près de la moitié bénéficie d'une mesure éducative d'accompagnement et l'autre moitié est confiée à une famille d'accueil ou un établissement.

À 18 ans, les enfants de l'Ase sont livrés à eux-mêmes

Faux. Atteindre l'âge de la majorité ne signifie pas pour autant se retrouver sans accompagnement du jour au lendemain. En Ille-et-Vilaine, le Département propose des contrats « jeune majeur » pour que les 18-21 ans puissent continuer à bénéficier d'une assistance éducative et financière, notamment lorsqu'ils n'ont pas terminé leurs études ou leur formation professionnelle. Ce contrat, signé entre le jeune et le Département, avec des engagements réciproques, permet un suivi renforcé en matière d'éducation, de formation, de logement, d'accès aux droits et aux soins. Au 30 septembre dernier, 649 jeunes bénéficiaient de ce type de contrat.

Enfant en danger : comment alerter

Le **119**, c'est le numéro d'appel national de l'enfance en danger. Il fonctionne 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Il est gratuit et n'apparaît pas sur la facture téléphonique. L'appel peut être anonyme. Toute personne qui serait témoin de violences, de cris, de coups, qui constaterait des maltraitances sur un enfant ou aurait des doutes peut joindre le 119. Il est également possible de contacter la Cellule de recueil des informations préoccupantes au sein des services du Département par téléphone au 02 99 02 38 02 ou par courrier (Département d'Ille-et-Vilaine à l'attention de la CRIP 35, 1 avenue de la Préfecture, CS 24218, 35042 Rennes Cedex). On peut aussi joindre le Centre départemental d'action sociale (liste des Cdas sur ille-et-vilaine.fr). En cas d'urgence, contacter la police (17) ou la gendarmerie.



+D'INFO

ille-et-vilaine.fr/enfant-danger

ACCOMPAGNEMENT À DOMICILE Du sur-mesure

« Je me sentais débordée et épuisée, mes enfants n'avaient plus de lien entre eux, personne n'était à sa place..., témoigne Fabienne, maman solo d'un garçon de 11 ans et d'une fille de 8 ans. J'ai pris mon courage à deux mains et je suis allée au Cdas de Guichen. J'ai demandé s'il était possible d'avoir une aide pour la famille. » Après un entretien préalable et la constitution d'un dossier, un contrat est signé entre Fabienne et le Département. Pendant au moins un an, une éducatrice spécialisée va accompagner la jeune femme. « Elle venait à la maison et répondait à mes nombreuses questions ou emmenait mes enfants faire des jeux de société au Cdas. Je pouvais l'appeler ou lui envoyer un message en cas de besoin. » Les appréhensions du début – « la peur d'être jugée ou qu'on me retire les enfants en cas d'erreur... » – s'envolent très vite. Un point d'étape est réalisé chaque mois. « Ça m'a aidée à renouer le dialogue avec ma fille et mon fils, à prendre conscience de ce que je pouvais leur dire ou pas. J'ai pu sortir de ma réserve et retrouver de la confiance en moi. »

MESURE ÉDUCATIVE PERSONNALISÉE

En Ille-et-Vilaine, près de la moitié des enfants accompagnés au titre de la protection de l'enfance restent chez eux et bénéficient d'un accompagnement

à domicile. Ces mesures sont mises en place à la demande des familles ou imposées par décision de justice suite à une information préoccupante (un « signalement »). En 2019, plus de 3 200 mesures en milieu ouvert ont été mises en œuvre par les équipes des Cdas ou des services habilités comme l'Apase (Association pour l'action sociale et éducative) pour une durée de 6 mois à un an. « Depuis plusieurs années, une réflexion est menée pour repenser les interventions à domicile. Une mesure

éducative personnalisée sera désormais la norme sur tout le territoire. » explique Pierre Gest, référent du Département sur le sujet. Le maître mot est la modularité

pour s'adapter aux besoins particuliers de l'enfant. Dans un premier temps, une assistante sociale ou une puéricultrice évalue la situation. Des objectifs sont fixés avec la famille. « On définit qui va intervenir, quand et comment. Cette intervention sera modulée en fonction de l'évolution de la situation. On peut s'appuyer sur des entretiens mais aussi des actions collectives. Tout l'environnement de l'enfant est pris en compte : école, loisirs, santé... et les différents acteurs peuvent contribuer au projet pour l'enfant. Bien sûr, les familles sont toujours associées aux décisions qui les concernent. »

“ Les appréhensions du début – « la peur d'être jugée ou qu'on me retire les enfants en cas d'erreur... » – s'envolent très vite. ”



+D'INFO

L'accompagnement à domicile en vidéo sur ille-et-vilaine.fr/mesure-educative

Épauler, une main

À Rennes, le Cdas de Maurepas-Patton intervient à chaud dans les familles en situation de crise. Pour trouver ensemble des solutions alternatives au placement.

Un collégien qui refuse de rentrer chez lui... Un parent qui délaisse son enfant... Quand il y a urgence à agir, le dispositif Épauler est déclenché. Moins de 48 heures après l'alerte donnée par l'école, la police, un médecin ou les parents eux-mêmes, le centre départemental d'action sociale (Cdas) de Maurepas-Patton à Rennes organise une rencontre. Pour écouter et comprendre. Toujours avec l'adhésion des familles. Un binôme – assistants sociaux, éducateurs, puériculteurs – est formé. Il se déplacera aussi

souvent que nécessaire, pour « détricoter » la crise, explorer des pistes nouvelles qui permettront de renouer le lien. Tous les jours de la semaine, même tard le soir. Épauler est une « évaluation renforcée », déployée pendant deux semaines à deux mois. La situation de crise exige parfois une séparation provisoire dans l'entourage familial ou amical. L'apaisement se fait loin du bureau – sur le chemin de l'école, lors d'un footing, d'une sortie à la piscine. « La solution de facilité serait d'ouvrir aussitôt le parapluie, de placer l'enfant en établissement ou en famille d'accueil. Si le placement s'avère inévitable, Épauler sert à mieux le préparer, en évitant de nouvelles ruptures. » Une dizaine de familles de tout milieu social bénéficient chaque année de ce dispositif d'urgence dont 70 % de familles monoparentales.

Un soutien pour prendre

À 20 ans, Anna est toujours accompagnée par l'Aide sociale à l'enfance. Un soutien essentiel avant de voler de ses propres ailes.

“ Mon premier contact avec l'Aide sociale à l'enfance (Ase) remonte à mes 16 ans. J'avais des difficultés avec ma mère. Mon père habitait en Haute-Savoie. C'est lui qui a contacté le Centre départemental d'action sociale (Cdas). Nous avons eu un premier rendez-vous en commun ma mère et moi. Un suivi s'est mis en place

à raison d'un rendez-vous par semaine, toujours avec la même référente. Ça a pris six mois avant que je puisse partir de chez moi – c'était mon souhait. Je ne voulais pas aller dans une famille d'accueil. Je n'étais pas habituée à ce que l'on me donne des ordres. J'avais peur de me retrouver dans un cadre qui ne me conviendrait pas.

tendue dans l'urgence

“ J’étais en train de perdre mon fils qui faisait de grosses bêtises au collège. Je me sentais démunie, Quand j’ai demandé de l’aide, c’était pour le placer. Les assistantes sociales sont venues à la maison. On a essayé de comprendre ce qui n’allait pas. Je sais que son père lui manque. Elles m’ont rassuré : je fais bien mon travail de maman. Il a vu un psychologue, un éducateur va le suivre. On se comprend mieux. On parle, on fait des choses ensemble. ”

Marie

6 645

mineurs et majeurs
bénéficiaires de l'Ase
au 30 septembre 2020 :
3 459 placements et
3 186 mesures éducatives
à domicile

son envol

L’association Essor à Rennes m’a prise en charge. J’avais un hébergement et une allocation mensuelle. J’ai pu compter sur un éducateur pour m’accompagner dans toutes mes démarches, évoquer mes difficultés sur le plan scolaire, mes problèmes personnels... À ma majorité, mon contrat d’accompagnement a été renouvelé pour me permettre de passer le bac. Je suis partie en Irlande, en Écosse et en Grèce pour faire du volontariat et acquérir de l’expérience. À mon retour, j’ai pu bénéficier d’un nouveau contrat d’accompagnement.

Le journalisme m’intéresse. J’aimerais réaliser des stages pour être sûre que c’est la voie que j’ai envie d’emprunter. Quand je regarde mon parcours, je me rends compte que j’étais un peu perdue. Je n’ai pas toujours compris ce qui se passait. Mais j’en tire une expérience positive. Les équipes de l’Ase m’ont offert un bel espace de paroles. Je me suis sentie suffisamment en sécurité pour oser m’exprimer. »

Une famille élargie

On dit « famille d’accueil ». Mais Irène* est assistante familiale près de Fougères. Elle s’occupe à temps complet de deux enfants dont Lucas*, 7 ans, en situation de handicap. Un engagement éducatif et affectif de tous les instants. Qui vaut de l’or.

“ J’exerce ce métier depuis quinze ans mais je n’avais jamais été confrontée à une situation aussi difficile. Lucas est victime du syndrome d’alcoolisation fœtale. Il souffre d’un retard de motricité très important. Il parle à peine. Quand il est arrivé à la maison, aucun suivi médical n’avait été mis en place. On a tout repris à zéro. Lucas voit un kiné, une psychomotricienne, une ergothérapeute et un orthoptiste chaque semaine. Il est suivi par une pédiatre et un ophtalmo. Il était en petite section de maternelle l’an dernier, en IME depuis septembre. Nous attendons un premier rendez-vous chez l’orthophoniste. Je vais aussi solliciter un bilan neurologique. Lucas a besoin d’être très stimulé... Pour communiquer, je me suis formée à la langue des signes. En 18 mois, il a fait d’énormes progrès. Il prononce quelques mots. Il commence à s’habiller tout seul. On peut parler de renaissance. Lucas est un enfant très volontaire. On est là pour le pousser vers le haut, au maximum de ses capacités. Je dis « nous » car mon mari s’implique énormément. C’est un travail d’équipe. Je peux aussi compter sur la référente Ase et la psychologue du service. Au quotidien, c’est beaucoup d’énergie, de trajets en voiture, de fatigue. Mais je ne me suis jamais sentie aussi bien dans mon métier. Sans doute parce que j’en saisis encore mieux le sens. On compte beaucoup pour lui, il compte beaucoup pour nous. ”

*prénoms d’emprunt

+D’INFO



Vidéos et contacts utiles sur la PMI et la protection de l’enfance sur ille-et-vilaine.fr

Construire des pistes

Aujourd'hui, il n'est plus question de favoriser uniquement le vélo de tourisme et de loisir. On veut pouvoir aller travailler à vélo, se rendre au collège ou à la gare, par exemple, en toute sécurité. Comment faire ?

HIER Des voies vertes pour les balades

- Des voies construites par le Département le long d'un canal, sur d'anciennes voies ferrées, sur le domaine public. On utilise des passages déjà existants pour faire des liaisons cyclables
- Usages piéton, vélo voire équestre (si la largeur est adaptée)
- Revêtement en sable, adapté pour le vélo loisir
- Lien avec les espaces naturels

DEMAIN Des liaisons vélo pour les déplacements quotidiens

- Revenir à des modes de déplacement simples, non polluants, peu coûteux pour les courts trajets. Une tendance accentuée par le développement du vélo à assistance électrique : 5 km à 25 km/h, c'est 12 mn de temps de déplacement
- Développer des réseaux cyclables cohérents et structurants à l'échelle d'une intercommunalité : des liaisons directes, rapides, dédiées aux cycles
- Faciliter l'articulation avec d'autres modes de déplacement
- Disposer d'abris vélo sécurisés et pratiques

Comment intervient le Département ?

Suite à la concertation avec les communes et les communautés de communes du territoire dans le cadre du projet Mobilités 2025, de nombreuses demandes de voies cyclables utilitaires se sont exprimées.

Comment soutenir ce changement d'approche compte tenu de la taille du territoire ?

Le Département va travailler avec les communautés de communes sur des projets de pistes cyclables pour les déplacements du quotidien. Ces pistes sont identifiées, sécurisées et continues entre des pôles susceptibles de générer des déplacements à vélo. Elles desservent des gares et s'articulent avec d'autres modes de déplacement. Elles peuvent aussi desservir des établissements scolaires, zones d'activités... Le Département pourra financer cette voie pour la partie hors agglomération. En agglomération, ce sera aux collectivités d'assurer la continuité de la voie cyclable.

À noter que le Département travaille en parallèle sur la construction d'aires de covoiturage pour les faire évoluer

vers des relais de mobilités et de services. On pourra notamment y trouver des abris sécurisés pour les vélos. Pour que le Département investisse le projet, il faut dans un premier temps que les intercommunalités aient identifié leurs besoins cyclables.

Ex : il y a une piscine dans la ville A et une zone d'activités dans la ville B qui se trouvent à moins de 10 km l'une de l'autre. On peut étudier l'intérêt de réaliser une piste cyclable entre la piscine et la zone d'activités si cet axe est cohérent avec le schéma directeur cyclable intercommunal.

Le schéma directeur est transmis au Département qui examine les propositions et priorise les liaisons vers des gares ferroviaires ou routières, des aires de covoiturage voire des pôles d'activités conséquents.

cyclables

Piste cyclable ou bande cyclable ?

BANDE CYCLABLE

Elle est destinée à la circulation en agglomération à une vitesse peu élevée. Elle se trouve sur la chaussée. Elle est signalée par un marquage au sol, une ligne continue ou discontinue et un pictogramme de vélo.

PISTE CYCLABLE

Hors agglomération, la vitesse des véhicules est plus élevée, jusqu'à 80 km/h. La piste cyclable permet d'isoler les cyclistes des autres usagers de la route.

Sa réalisation nécessite l'acquisition de terrains. Elle est construite près de la route pour permettre un trajet le plus direct possible. Elle doit subir un minimum d'intersections. L'objectif est de rendre le cycliste prioritaire, en toute sécurité, en lui permettant de franchir des routes à fort trafic via un tunnel ou un pont. Ce qui augmente le coût du projet en comparaison avec d'autres aménagements cyclables. Elle doit être large pour permettre le dépassement entre cyclistes.

Elle doit être rapide et adaptée à la vitesse du vélo à assistance électrique (rayons de courbe adaptés à une vitesse de 25 km/h). Elle doit être confortable (revêtement adapté) et entretenue. Elle relie des pôles générateurs de mobilité.

POURQUOI IL N'EST PAS POSSIBLE D'INSTALLER UNE VOIE CYCLABLE SUR LES ACCOTEMENTS EXISTANTS ?

Hors agglomération, quand les voitures roulent à 80km/h, les cyclistes risquent de sentir un effet de souffle au moment du passage des véhicules, notamment des camions, s'ils sont trop proches de la route. Par ailleurs, l'accotement joue un rôle en matière de sécurité routière.

CONSTRUCTION D'UNE PISTE CYCLABLE

Pourquoi c'est long

1 Études préalables et concertation publique : 2 ans.

- Étude des tracés
- Évaluation environnementale : inventaire faune et flore à protéger, zones humides pour préciser les tracés
- Lancement des procédures d'autorisation pour les travaux comme pour les routes
- Définition des emprises sur les terrains privés
- Enquête publique – environ un an de procédure.

Comme pour toute infrastructure, une concertation est prévue avec les élus, les associations, la population. Pour échanger avec les personnes impactées et celles qui seront amenées à utiliser cette infrastructure.

2 Acquisition des terrains - entre 6 mois et un an.

Il faut une déclaration d'utilité publique pour exproprier si besoin. En règle générale, cela se fait à l'amiable.

3 Réalisation des travaux qui seront plus ou moins longs selon les ouvrages prévus, pont par exemple.

Une fois la piste cyclable réalisée, il faut l'entretenir en toute saison : enlever les déchets, les cailloux, les feuilles... Cette question de la prise en charge de l'entretien et du niveau de service est discutée en amont des études avec l'intercommunalité.

À NOTER

Les pistes cyclables sont désormais conçues pour assurer une vitesse de 25 km/h. Un guide technique est en cours d'élaboration pour définir les critères de conception de voies cyclables utilitaires situées hors agglomération.



+D'INFO

Direction des grands travaux d'infrastructures du Département, 02 99 02 34 51.



Voir la vidéo « Comment on construit des pistes cyclables en Ille-et-Vilaine »



© Jean-Paul Noble

Entrer en Ehpad

La crise du coronavirus fragilise les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes. Les personnes âgées sont particulièrement vulnérables au Covid-19. La question du choix de lieu de vie quand on avance en âge reste néanmoins d'actualité et les Ehpad demeurent une solution d'accueil incontournable. Toutes les mesures sanitaires sont prises pour sécuriser au maximum le quotidien et les visites. Entrer en Ehpad, ça s'anticipe : les conseils de l'équipe de la direction de l'autonomie du Département.

CONSEIL 1 ANTICIPER LA DÉPENDANCE

On pense à la maison de retraite quand rester chez soi devient compliqué. Souvent au dernier moment. C'est normal. Mais il vaudrait mieux y penser plus tôt avant que la dépendance ne s'installe. S'il n'est pas possible de réserver sa place à une date précise, il est conseillé de réaliser une inscription par précaution. Renseignez-vous sur les établissements situés à proximité de chez vous. Réfléchissez-y en famille : l'admission en Ehpad est un choix de vie collectif. Le moment venu, l'entrée en maison de retraite se fera plus sereinement. N'hésitez pas à « réactiver » votre pré-inscription régulièrement.

CONSEIL 2 CONNAÎTRE LES ÉTABLISSEMENTS

Le Département édite un « Guide des établissements d'accueil pour personnes âgées » qui recense les Ehpad et les résidences autonomie d'Ille-et-Vilaine, classés par commune. La dernière édition est à télécharger sur ille-et-vilaine.fr/guide-etablissements. Vous trouverez le nom, l'adresse, le téléphone, la capacité et les tarifs de chacun des 171 établissements d'Ille-et-Vilaine. Des pictogrammes vous permettront de repérer les prestations offertes : type d'accueil, public accueilli, aides financières... Avec ou sans kitchenette ? Avec ou

sans accueil de jour ?

De nombreux établissements accueillent les personnes désorientées. Certains n'acceptent pas les animaux de compagnie.

CONSEIL 3 FAIRE PLUSIEURS CHOIX

L'admission en Ehpad se fait sur la base d'un dossier unique d'admission. Ce dossier est disponible dans les Clic, les établissements d'accueil ou téléchargeable sur service-public.fr. Il comprend un questionnaire administratif et un volet médical, à faire remplir par le médecin traitant. L'admission en maison de retraite n'est pas sectorisée. Vous pouvez vous inscrire dans l'établissement de votre choix. À condition qu'il y ait de

la place. D'où l'importance de retourner le dossier d'inscription complété à plusieurs établissements – par mail ou par courrier. La demande sera traitée par le directeur ou la directrice de la structure. Pour connaître la suite donnée, il convient de se rapprocher de l'établissement où la personne souhaite être admise en priorité.

CONSEIL 4 COMPARER LES TARIFS

Le coût de l'accueil en Ehpad varie d'un établissement à l'autre au regard des prestations offertes. Les tarifs sont indiqués dans le « Guide des établissements d'accueil pour personnes âgées ». Le coût de l'hébergement en Ehpad est payé par le résident.

Bien vieillir en Ille-et-Vilaine

Le Département aide les personnes âgées à vieillir sereinement. Là où elles le souhaitent, quels que soient leurs revenus. C'est même l'une de ses priorités budgétaires – 134 millions d'euros en 2020.

Le Département délivre l'allocation personnalisée d'autonomie (Apa). Il développe les services d'aide à domicile, l'accueil de jour et l'hébergement temporaire. Il favorise les alternatives à l'hébergement collectif, soutient les aidants et cofinance des actions de prévention de la perte d'autonomie.

Le Département finance aussi la création de nouvelles places en Ehpad, la rénovation des établissements et l'amélioration des conditions d'accueil.

En Ille-et-Vilaine, 90 000 personnes sont âgées de plus de 75 ans, soit 8,3 % de la population totale. Le département compte 171 Ehpad et résidences autonomie.

Si vos ressources sont modestes, vous pouvez bénéficier de l'aide sociale départementale à condition de choisir un établissement habilité par le Département – en Ille-et-Vilaine, la grande majorité des établissements le sont. Vous pouvez aussi bénéficier de l'aide personnalisée au logement (APL) ou de l'allocation logement versées par la CAF ou la MSA. Le résident paye également le « ticket modérateur » du tarif dépendance, c'est-à-dire ce qui reste une fois déduite l'allocation pour l'autonomie (Apa), versée par le Département directement à l'établissement sans que le bénéficiaire n'ait à en faire la demande. Les dépenses de soins sont couvertes par l'Assurance maladie. Attention : certaines prestations sont parfois facultatives – comme le blanchissage du linge ou la connexion Internet en chambre. Vérifiez bien ce qui est compris dans le tarif journalier.

CONSEIL 5

SE FAIRE AIDER

Vous avez du mal à vous y retrouver ? Le Clic, centre local d'information et de coordination, vous aidera à constituer votre dossier d'inscription.

Conseiller, informer, orienter les personnes âgées et leur famille... C'est leur métier et c'est gratuit. Il en existe 13 en

Ille-et-Vilaine (lire p.9). Donc forcément un à côté de chez vous. Si vous ne pouvez pas vous déplacer, on vous renseignera par téléphone. N'hésitez pas à prendre conseil auprès des équipes autonomie du Département, en particulier les conseillères et conseillers en gérontologie (CSG), les infirmières et infirmiers personnes âgées-personnes handicapées dans les centres départementaux d'action sociale (Cdas)...

CONSEIL 6

TESTER UNE AUTRE SOLUTION

Il existe des alternatives à l'hébergement collectif en Ehpad. Connaissiez-vous l'accueil familial ? En Ille-et-Vilaine, plus de 250 particuliers sont agréés pour prendre sous leur toit des personnes âgées ou en situation de handicap. Les logements adaptés s'adressent davantage à des seniors autonomes mais confrontés à un sentiment d'insécurité. L'accueil de jour concerne en particulier les personnes âgées vivant à domicile, atteintes de la maladie d'Alzheimer. Et leur entourage qui peut souffrir une journée par semaine. ■

Recueilli par Olivier Brovelli



+D'INFO

gaelig35.org
Liste des Clic sur
ille-et-vilaine.fr/clic

UN MÉTIER

AU DÉPARTEMENT

Bastien Legavre, Conseiller énergie – direction éco-développement du Département, Rennes.



© Thomas Crabot

Que faisiez-vous il y a cinq minutes ?

B. L. — Sur la base des factures des trois derniers mois, j'analysais les relevés de consommation d'énergie du foyer de vie Le Village, situé à Bazouges-la-Pérouse. En suivant l'évolution des consommations d'eau, de gaz et d'électricité, corrigées des variations saisonnières, on repère des anomalies. Dans le cas présent, les panneaux solaires couplés à la pompe à chaleur ne fonctionnent plus. Toute l'installation est à revoir. Ce sera l'une des préconisations de mon rapport.

Que ferez-vous demain à la même heure ?

B. L. — Je serai en visite au foyer d'hébergement Le Grand Chatel, à Redon. Pendant deux heures, je vais observer en détail l'enveloppe du bâti, la ventilation et l'éclairage. Je vais mesurer les débits d'eau et la température intérieure. Il suffit parfois de mieux régler la programmation du système de chauffage pour réaliser des économies d'énergie conséquentes. Baisser la température de 2°C la nuit est plus rentable qu'une isolation par l'extérieure, très coûteuse. Le calorifugeage des canalisations d'eau chaude sanitaire est une autre intervention accessible – surtout dans des établissements où l'eau est chauffée en permanence à 55°C pour combattre la légionelle.

Qu'est-ce qui se passerait si vous n'étiez pas là ?

B. L. — Les établissements d'accueil pour personnes âgées ou en situation de handicap ont bien compris l'intérêt de réduire leurs consommations d'énergie. Chauffer un Ehpad à 23°C coûte en moyenne 980 € par personne et par an. Mais ils ne savent pas forcément par où commencer. Ils sont demandeurs d'expertise. Je les aide à prioriser leurs travaux. Je les informe aussi des aides financières existantes. Ce diagnostic est indépendant et gratuit. Il est proposé aux seuls établissements volontaires. Un quart des 270 structures d'Ille-et-Vilaine est déjà dans la boucle. La crise sanitaire a entraîné des annulations en cascade mais le souci des économies d'énergie reste une priorité. La loi Elan sur l'évolution du logement stipule que les bâtiments à usage tertiaire devront réduire leur consommation d'énergie finale de 40 % d'ici 2030. ■

Recueilli par O.B.



+D'INFO

ille-et-vilaine.fr/monquotidiendebretillien

Solidarité

Mobilisés
face à la crise

La précarité augmente avec la crise sanitaire, devenue économique et sociale. Les plus fragiles souffrent, de nouveaux publics basculent. En réponse, les collectivités, l'État, le Département et les associations se retroussent les manches.

Le téléphone vibre, sitôt décroché. La Préfecture est au bout du fil qui valide une subvention exceptionnelle. Enfin une bonne nouvelle, la seule de la journée. Le chèque (18 000 €) ne sera pas de trop pour couvrir l'explosion des dépenses d'aide alimentaire. Xavier Le Roux qui fait partie de la Croix Rouge d'Ille-et-Vilaine, a les chiffres sous les yeux. « Une situation dramatique. Du jamais vu. » Comme pour illustrer, on sonne au portail. « C'est ici que vous donnez à manger ? ». C'est plus loin. L'accueil se fait maintenant sur rendez-vous. On ne le sait pas quand on vient pour la première fois.

L'AIDE ALIMENTAIRE PRIORITAIRE

À Rennes, la Croix-Rouge suivait 120 familles durant le premier confinement, plus de 200 fin novembre. En maraude, le Samu social dépannait 70 à 100 personnes par soir. Dorénavant, c'est le double. Les consultations du cabinet médical mobile ? Elles ont bondi de +15 %. Pour affronter la crise, la Croix-Rouge a mis en sourdine certaines activités dont la friperie solidaire, la halte Alzheimer ou la formation aux premiers secours. « Nous regroupons nos équipes sur des priorités.

C'est d'abord l'aide alimentaire. » Le ramassage se fait le matin, la distribution l'après-midi. Tous les jours désormais.

« Pendant le premier confinement, nous avons fourni 20 tonnes de nourriture. » Le Samu social a doublé ses tournées nocturnes quotidiennes, couplées à des déambulations dans le centre-ville, élargies à des communes voisines. Le service de domiciliation postale tourne à plein pour maintenir le lien au maximum.

DE NOUVEAUX PUBLICS

Aux portes de la camionnette, on partage un café, un repas, une couverture ou un kit d'hygiène. Il y a les têtes connues, les habitués de la rue et bien d'autres visages. « La crise fait basculer dans la précarité ceux qui étaient sur le fil. Pour les plus bas revenus, le chômage partiel ne couvre pas les besoins essentiels. Les petits boulots ont disparu, l'économie informelle s'est écroulée. » Parmi ces « nouveaux publics », l'association épaula des chômeurs, des intérimaires, des retraités pauvres, des étudiants isolés mais aussi des commerçants, des artisans, des travailleurs indépendants. « L'anxiété du lendemain crée une fragilité psychologique. » L'association redoute une troisième vague aux allures



© Jérôme Seurette

« Notre priorité, c'est d'abord l'aide alimentaire. »

XAVIER LE ROUX,
Délégué territoriale,
Croix-Rouge d'Ille-et-Vilaine

de tsunami. « Il y a ce qu'on voit et ce qu'on sent arriver. La fracture sociale pure et dure. Personne n'est à l'abri. Des patrons de PME en rupture, il y en a plein. Ils n'ont pas droit au chômage. Que feront-ils quand ils auront épuisé leur trésorerie ? » La lucidité n'empêche pas d'y croire. « L'État et les collectivités

répondent présents, les associations caritatives se serrent les coudes, les mécènes restent généreux. » Par précaution, les bénévoles de plus de 65 ans doivent se tenir à distance. Mais la Croix-Rouge peut compter sur de jeunes bénévoles secouristes. Le plus dur sera de tenir.

La crise fait basculer dans la précarité ceux qui étaient sur le fil.



“ Notre souci majeur a été de poursuivre nos accompagnements. ”

ANNE-SOPHIE BARBOT,
Chargée de mission insertion sociale
au Département

© Jérôme Seurette

Elle prévient d'emblée que la situation est difficile. Que les chiffres ne cessent d'augmenter. Anne-Sophie Barbot, chargée de mission insertion sociale au Département, sait de quoi elle parle. En un an, l'Ille-et-Vilaine a enregistré près de 2 700 nouveaux allocataires du revenu de solidarité active (RSA), ce qui porte à 19 700 le nombre total des bénéficiaires. À deux reprises, le Département a voté une rallonge budgétaire pour honorer ses engagements – 15,5 millions d'euros au total. La ligne RSA pèse désormais 110 millions d'euros, soit 10 % du budget total du Département. Impressionnant, le chiffre ne dit pourtant pas grand-chose des efforts déployés par les chargés de mission et travailleurs sociaux au quotidien pour endiguer la crise.

POURSUIVRE L'ACCOMPAGNEMENT

Lors du premier confinement, les 22 Centres départementaux d'action sociale (Cdas) ont adapté leur fonctionnement en privilégiant les échanges par téléphone sauf pour les urgences. « Notre souci majeur a été de poursuivre nos accompagnements. » Les entretiens individuels, voire certains ateliers collectifs se sont poursuivis à minima par téléphone. « Rentrer dans une démarche d'insertion ne se fait pas du jour au lendemain. Nous ne voulions pas interrompre des accompagnements au risque de perdre la dynamique engagée avec les personnes. » Cantines closes, petits revenus, chômage partiel... Les Cdas ont mobilisé leurs dispositifs d'aide financière et en ont créé de nouveaux pour répondre à tous les besoins. « Nous avons édité des bons alimentaires à utiliser dans les commerces de proximité. » Pour soutenir des associations de solidarité débordées, le Département a débloqué des subventions exceptionnelles pour pallier l'explosion de la demande sociale. « Le monde associatif

est un relais essentiel de notre action. Le maintien de ces structures de proximité est vital. » Des agents du Département se sont aussi portés volontaires pour renforcer l'effectif d'associations privées de certains de leurs bénévoles et pour leur remettre des équipements de protection.

L'EMPLOI, ENJEU MAJEUR

L'effondrement du marché de l'emploi préoccupe. « Nous allons recevoir davantage de jeunes qui n'arrivent pas à décrocher leur premier boulot, des travailleurs précaires et des personnes pour la première fois sans emploi qui auront épuisé leurs allocations chômage. » Les référents RSA adapteront leur accompagnement social à de nouveaux besoins – de reconversion professionnelle, par exemple – en tenant compte d'une fragilité psychologique accrue. Ce dont témoignent déjà les professionnelles d'information sociale en ligne (ISL), le service téléphonique gratuit du Département qui renseigne sur les questions pratiques, juridiques et administratives de la vie quotidienne. « Elles ressentent une grande détresse. Les gens sont inquiets pour leur avenir. Certains s'écroulent au téléphone. » Le Département a pris des dispositions exceptionnelles pour soutenir les personnes les plus précaires. Il a notamment élargi l'accès au Fonds de solidarité logement pour celles et ceux qui rencontrent des difficultés de paiement de leur loyer ou de leurs charges. Les travailleurs indépendants allocataires du RSA sont également soutenus dans leur activité. La crise resserre aussi les liens. Entre les associations, les institutions... Le Département reste chef de file des solidarités humaines. « Nous avons fait un important travail de coordination, d'échange d'informations. Ce qui nous permet de parler d'une seule voix et d'être réactifs. » Anne-Sophie Barbot veut rester optimiste. ■

Olivier Brovelli

Qui ?

LABOCEA est le premier laboratoire public territorial d'analyses de France. Avec ses 20 000 m² de plateaux techniques répartis sur cinq sites – Ploufragan, Quimper, Fougères, Brest et Combour –, ses équipements de pointe, son équipe pluridisciplinaire de 560 personnes et ses 40 millions d'euros de budget, il offre une large gamme de services permettant d'identifier et de prévenir les dangers susceptibles d'affecter la santé humaine et animale. Il effectue des prélèvements et analyses de laboratoire dans le domaine de l'eau, de l'environnement, de l'amiante, de la pathologie végétale, de la santé animale et de l'hygiène alimentaire. Ses membres fondateurs sont les Départements de l'Ille-et-Vilaine, des Côtes-d'Armor et du Finistère, ainsi que Brest Métropole.

Comment ?

La crise sanitaire a obligé de nombreux secteurs d'activité à se transformer. Le laboratoire public LABOCEA a notamment réorganisé son activité pour réaliser les analyses PCR Covid-19 dites « tests virologiques » dont le but est de détecter si une personne est infectée par le virus. C'est le deuxième opérateur public en Bretagne après le CHU de Rennes. À la différence des laboratoires hospitaliers ou des laboratoires d'analyses de biologie médicale, LABOCEA n'effectue pas de prélèvements sur les personnes.

Santé publique

LABOCEA sur le front du Covid-19

Depuis le début de la crise sanitaire, le laboratoire public breton LABOCEA est venu prêter main-forte dans la lutte contre le Covid-19. Ses équipes analysent en moyenne 3 000 tests de dépistage PCR par jour, dont la moitié sur le site de Fougères.

Dès le mois d'avril, LABOCEA a réorganisé son activité pour prêter main-forte aux laboratoires privés débordés face à la crise sanitaire. LABOCEA regroupe les laboratoires publics départementaux de l'Ille-et-Vilaine, des Côtes d'Armor, du Finistère et de Brest Métropole. Au même titre que d'autres laboratoires publics, il a reçu une dérogation du ministère de la Santé pour aider les laboratoires de biologie médicale privés dans l'analyse des échantillons des tests PCR de dépistage du Covid-19. Environ la moitié des analyses qui lui sont confiées sont traitées sur le site de Fougères. « Ce n'était pas le cœur de métier de LABOCEA. Le laboratoire est spécialisé dans la santé animale, l'eau, l'environnement et l'alimentaire. Nous analysons plutôt des échantillons prélevés sur des animaux par exemple. Mais on

avait tout le matériel, la méthode et les gens compétents pour le faire. On a pu adapter l'activité très vite », explique Éric Le Dréan, chef d'établissement des sites d'Ille-et-Vilaine. Les prélèvements pratiqués sur les personnes qui se font tester ne sont pas réalisés chez LABOCEA mais dans un laboratoire hospitalier ou de biologie médicale. LABOCEA se concentre sur la phase analytique des tests.

RECRUTEMENTS

« À Fougères, la cadence s'est accélérée avec plus de 1 000 échantillons par jour au mois d'août puis plus de 3 000 en octobre. Il a fallu mettre en place une organisation spécifique et recruter 8 personnes dédiées à cette activité. » Entre avril et décembre 2020, quelque 250 000 analyses ont été réalisées sur l'ensemble des

sites bretons, à Fougères, Quimper et Ploufragan. Selon Éric Le Dréan, « le site de Fougères traite à lui seul un tiers des prélèvements du département, soit environ 8 000 tests par semaine avec un délai de remise des résultats de 24 heures. Vingt personnes sont impliquées pour partie ou en totalité dans ces analyses. » LABOCEA a également produit plusieurs milliers de litres de gel hydroalcoolique depuis le début de la pandémie. Des fiches pratiques ont été élaborées pour aider les structures collectives – Ehpad, collèges... – à organiser la gestion des repas. Enfin, Le laboratoire a conçu des analyses qui permettent de détecter la présence du virus sur les surfaces – codes d'accès, interrupteurs, poignées de portes, ventilations... – ou dans les boues de stations d'épuration et eaux usées.  **Corinne Duval**



© Franck Hamon

Les équipes du site de Fougères analysent désormais les tests PCR de dépistage du Covid-19.

EN DIRECT DES 7 PAYS



Dans ce café de Vitré, on bulle en famille - Page 26



À Saint-Malo, le sauvetage sportif entre au collège - Page 29



Un terrain de foot en noyaux d'olives à Guichen - Page 32



La mémoire sculptée dans l'argile, territoire du Val d'Ille-Aubigné - Page 38



Premier coup de pédale avec Roazhon Mobility à Rennes - Page 34

À savoir

DÉVIATION DE LOUVIGNÉ-DE-BAIS : LES TRAVAUX ONT DÉMARRÉ

Le Département a commencé les aménagements de la déviation de Louvigné-de-Bais. Au quotidien près de 5 000 véhicules, dont 700 poids lourds, passent par le centre-bourg. Afin d'améliorer la sécurité et la qualité de vie des habitants, un contournement par le nord de la commune est réalisé. D'une longueur de 5,4 km, de la Rougerie au nord à la Gaudinais au sud, ce nouveau tracé permettra de dévier la circulation. Ce projet de 12 millions d'euros est financé à 100 % par le Département. La mise en service est prévue pour la fin de l'année 2022.

Afin de réduire ses impacts sur les terres agricoles, le contournement est à proximité immédiate de la ligne à grande vitesse. Deux aires de covoiturage sont prévues au niveau de la Rougerie et de Fouesnel. Les cheminements de randonnée sont rétablis et sécurisés. Une couche d'enrobé phonique recouvrira la route sur toute la longueur du tracé et des merlons anti-bruit seront installés dans 4 zones. Des bassins routiers seront créés pour éviter les inondations et contenir d'éventuelles pollutions. Des passages pour la faune et des clôtures grande faune et amphibiens permettront de minimiser l'impact de l'infrastructure. Deux zones humides, réservoirs de biodiversité, seront aménagées.



Le chantier devrait se terminer fin 2022.

© DR

Dans ce café de Vitré, on bulle en famille

À la périphérie de Vitré, un café associatif promeut les loisirs en famille et les échanges solidaires.



© Thomas Crabot

Cécile Giraudet, gérante du café Bulle et Capucine Segond en service civique.

Comment naissent les bonnes idées ? « On était deux familles et on ne trouvait pas de lieu adapté pour boire un verre avec nos enfants », se souvient Cécile Giraudet. Avec son amie, Anna Reillon, elle décide de créer un café associatif et familial. Les deux jeunes mamans en phase de reconversion professionnelle déposent les statuts de l'association en 2017. Puis investissent un petit local sur le site de l'IME La Baratière en octobre 2018. Le succès ne tarde pas. Une trentaine de familles se pressent au café Bulle.

UN LIEU OUVERT AUX ASSOCIATIONS

En avril 2019, le café Bulle migre rue Clairefontaine et aménage à sa guise une cellule commerciale de 90 m². Objets de récupération et ambiance chaleureuse délimitent un coin bar-restaurant. Un espace plus vaste est dévolu aux jeux, jouets et livres. « Notre objectif est de proposer un lieu de sortie intergénérationnelle,

où il est possible de venir seul ou en famille, de partager des activités ludiques et de promouvoir les échanges solidaires », résume Cécile, gérante et salariée de la structure. À ce jour, 320 familles ont adhéré au projet, lequel s'inscrit dans une démarche de développement durable. Une gouvernance collégiale, qui réunit une dizaine de personnes, supervise, programme et gère la partie administrative. Au menu : ateliers de loisirs créatifs, conférences, apéro jeux de société ou encore spectacles d'artistes locaux. Ces rendez-vous sont gratuits et ouverts aux non-adhérents. « Le café accueille aussi les associations du territoire pour des réunions et co-organise des événements culturels ou festifs », détaille Mathilde Hérault, chargée de communication.

— Benoît Tréhorel



+D'INFO

09 81 61 67 06 ou bullecafeasso.fr

En bref

STÉPHANIE BOUTROS RÉCOMPENSÉE POUR SON THÉÂTRE SOLIDAIRE

Ce n'est pas un César mais c'est un prix qui compte. Stéphanie Boutros, originaire de Montreuil-sous-Pérouse, s'est vue décerner la médaille d'or de la Ligue nationale contre le cancer, en octobre dernier. Une récompense symbolique qui vient saluer et encourager l'engagement solidaire de cette jeune femme passionnée de théâtre, atteinte d'une malformation de naissance. En lançant le projet Stf & Co, en 2012, elle se donne un objectif clair et ambitieux : organiser chaque année une pièce de boulevard mettant en scène amis, famille ou amoureux des planches. Et reverser la recette des spectacles à la Ligue contre le cancer d'Ille-et-Vilaine. À ce jour, quelque 4 600 personnes ont assisté à la trentaine de représentations et plus de 71 000 € ont été récoltés. Crise sanitaire oblige, la dixième édition prévue au printemps dernier a été reportée au 23 avril prochain au centre culturel Jacques-Duhamel, à Vitré.



© Studio Maignan

Stéphanie Boutros et Sandrine Foricher préparent le spectacle 2021.



+D'INFO
stephanie.boutros@sfr.fr



© Thomas Crabot

Le bus France Services accompagne les habitants dans leurs démarches administratives.

Le Pimms mobile, une maison des services itinérante

Un bus France Services sillonne la communauté de communes Au pays de la Roche-aux-Fées. Sa mission : accompagner les habitants dans leurs démarches administratives.

Il n'est pas bien grand, mais il rend de fiers services. Baptisé « Pimms mobile » pour Point information médiation multi-services, ce Fiat Ducato blanc sillonne le territoire de la communauté de communes Au pays de la Roche-aux-Fées depuis juin dernier. Il informe et accompagne les habitantes et habitants dans leurs démarches administratives de la vie quotidienne. « C'est un projet sur lequel on travaille avec l'État, le Département, et la communauté de communes depuis trois ans, détaille Emmanuelle Anneix-Dao, directrice de l'association Pimms, l'opérateur basé à Rennes. L'idée était de créer un lieu de médiation dans des secteurs ruraux isolés, et dans un contexte de fermeture progressive et de dématérialisation des services publics. »

GRATUIT ET SANS RENDEZ-VOUS

Au total, 13 des 16 communes du territoire ont été ciblées par la communauté de communes. Le Département est co-financier du projet à hauteur de 26 000 € pour l'achat du bus. Il verse une

subvention annuelle de 10 000 € pour le fonctionnement du service. Le Pimms mobile ne s'arrête pas à Janzé, Retiers et Martigné-Ferchaud où se trouvent d'autres services d'accompagnement des usagers. Labellisé « France Services » par l'État, le bus respecte un calendrier de passage établi plusieurs mois à l'avance et se gare le temps d'une journée dans un endroit central, visible et accessible. Deux médiateurs accueillent les usagers et les conseillent en matière de formalités fiscales, d'aides au logement, d'économies d'énergie, ou encore de cotisations retraite. L'accès est gratuit et on peut venir sans rendez-vous. Outre les démarches liées à la Caf, la Carsat, la CPAM, Pôle emploi, la préfecture, ou encore les services judiciaires, le Pimms mobile a noué un partenariat avec EDF et Veolia. « L'ambition est de proposer un fonctionnement souple afin de répondre au mieux aux besoins des habitants », insiste Emmanuelle Anneix-Dao. **B.T.**

En bref

AIDER LA BANQUE ALIMENTAIRE DE SAINT-MALO

La Banque alimentaire de Saint-Malo mène une action contre la sous-nutrition, la malnutrition et le gaspillage. Pour ce faire, elle collecte des denrées alimentaires redistribuées gratuitement aux associations et centres communaux d'action sociale (CCAS) partenaires afin d'aider les personnes les plus démunies. L'association s'appuie sur 3 salariés à temps partiel et de nombreux bénévoles qui ont accueilli et aidé en moyenne 2 627 personnes par mois en 2019 dans tout le nord de l'Ille-et-Vilaine. Plus de 680 tonnes de produits ont été collectées, ce qui représente 1,4 million de repas distribués. L'association occupe de nouveaux locaux depuis juillet dernier, rue du grand jardin à Saint-Malo. Le Département a attribué une aide de 9 500 € pour le fonctionnement de l'association en 2020.



+D'INFO
02 99 82 64 63

À DINARD, UNE MAISON RELAIS POUR LES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCES

L'association Ker Antonia basée à Dinard vient en aide aux femmes et à leurs enfants victimes de violences intrafamiliales. Le Département va verser une subvention de 100 000 € à cette association afin de lui permettre de consolider son plan de financement et d'ouvrir un nouveau foyer d'accueil. Le foyer se composera de 12 appartements dans une maison relais à Dinard. Ce dispositif expérimental vise à proposer un accompagnement social et éducatif aux enfants qui seront pris en charge au sein de la maison relais. Il s'inscrit dans le cadre du partenariat départemental pour la mise à l'abri des femmes victimes de violences puis leur accompagnement vers l'autonomie et l'insertion sociale et professionnelle.

Junior association, l'école de la citoyenneté

À Dinard, Sourires de gosses réenchante le quotidien d'enfants en situation de handicap. Un engagement civique qui fait grandir les ados.

Constituée en 2015, Sourires de gosses reste modeste. Cinq ans après sa création, la junior association ne compte que six membres actifs. Mais elle est toujours là. Et c'est connu : les petits ruisseaux font les grandes rivières. Il y a deux ans, l'association a organisé un séjour culturel en Bavière pendant lequel de jeunes valides ont partagé le quotidien d'enfants en situation de handicap 24 heures sur 24. L'association compte aussi un rallye photo dans les rues de Dinard et une joyeuse séance mixte de voile. Bastian Auvert est lycéen en terminale : « Notre idée, c'est de créer des moments de partage pour donner du plaisir aux enfants et sensibiliser au handicap. » Chez Sourires de gosses, les adhérents sont âgés de 11 à 19 ans. C'est le principe d'une junior association, un premier pas accompagné dans le monde associatif pour favoriser l'engagement

citoyen, la liberté d'expression et l'esprit d'initiative des mineurs. « À 15 ans, on n'imagine pas tous les papiers qu'il faut remplir pour partir à l'étranger, explique le président de l'association. Quand on organise un séjour, on prend conscience du coût de la vie. On découvre le sens des responsabilités et des réalités. » Le service animation jeunesse de la Ville de Dinard est en appui pour le volet administratif et logistique. Cette année, le coronavirus a chamboulé les plans mais un séjour au ski et une excursion vers les châteaux de la Loire sont à l'étude. En 2020, le Département a voté une enveloppe de 20 000 € pour accompagner les juniors associations dans des projets nouveaux ou à pérenniser en apportant une aide comprise entre 500 € et 2 000 € par an.

— Olivier Brovelli



Bastian, Chloé et Maïwen, membres de Sourires de gosses en compagnie d'Appoline Burlot en service civique et Joyce Doumenge, conseiller municipal à la jeunesse.

© Franck Hamon

À savoir

COMMISSAIRE DUPIN EN TOURNAGE SUR LA CÔTE D'Émeraude

L'adaptation télévisée de la 9^e enquête du Commissaire Dupin a été tournée en partie à Saint-Malo intra-muros. L'ancien tribunal, propriété du Département aujourd'hui en vente, a notamment servi de décor à la célèbre série allemande. Il s'agit d'un épisode tiré du dernier volume écrit par l'auteur allemand Jörg Bong alias Jean-Luc Bannalec, non encore paru en France. Entre fin septembre et fin octobre, l'équipe de tournage a navigué entre Dinard et Cancale. Le résultat ne sera pas diffusé sur France Télévisions avant le printemps 2022. Pour patienter, on pourra découvrir, au printemps prochain, l'épisode précédent qui se déroule comme toujours en Bretagne. La série est diffusée dans 40 pays.



L'ancien tribunal de Saint-Malo a servi de décor à une célèbre série allemande.

© Wolfgang Ennenbach

UNE SCULPTURE DANS LA COUR DU COLLÈGE CHATEAUBRIAND

Le Montagône, c'est le titre de l'œuvre que des élèves de 5^e du collège Chateaubriand de Saint-Malo ont réalisé l'an dernier et qu'ils ont dévoilée en octobre dernier. Pour donner un peu de cachet et de couleur à la cour de leur établissement, ils ont imaginé une petite pyramide de mosaïques réalisée avec du ciment, des coquilles Saint-Jacques broyées et des pigments. Approuvé par le Département, le projet a fait l'objet d'une résidence d'artiste avec la plasticienne rennaise Élise Guihard et l'association Tout Atout. Les professeurs de maths, physique, technologie et arts plastiques ont également apporté leur pierre à l'édifice.



© Franck Hamon

Première séance d'entraînement à Aquamalo pour les élèves du collège Duguay-Trouin. La suivante aura lieu en mer.

Le sauvetage sportif entre au collège

Pour la première fois dans le département, une section de sauvetage sportif a été créée au collège Duguay-Trouin de Saint-Malo en partenariat avec l'association Nautisurf.

« Vous sautez et vous nagez sous l'eau jusqu'aux drapeaux ! ». Ce mardi 15 septembre, au centre

AquaMalo, vingt-quatre élèves du collège Duguay-Trouin se jettent dans le grand bassin pour leur première séance d'entraînement. Ils font partie de la nouvelle section de sauvetage sportif de l'établissement malouin. Ce partenariat entre le collège et l'école de sauvetage Nautisurf est une première dans le Grand Ouest. Depuis la rentrée, ces élèves de 6^e et 5^e passent trois heures par semaine dans l'eau : 1 h 30 en piscine le mardi, 1 h 30 en mer le jeudi. « L'objectif est de leur faire franchir des paliers jusqu'à leurs 16 ans où ils pourront passer des diplômes pour être nageur-sauveteur sur les plages », explique Simon Mismaque de Nautisurf. Les élèves apprennent les fondamentaux : « Si un adulte est en train de se noyer, ils ne pourront pas le sortir de l'eau parce qu'ils

n'en auront pas la force. Par contre, ils auront le réflexe de jeter une bouée pour qu'il puisse s'y accrocher et d'alerter quelqu'un. »

SAUVETEURS ET ÉCO-CITOYENS

Pour Antoine Dourver, directeur de Nautisurf, cette section va bien au-delà du sauvetage : « Il y a aussi un côté éco-citoyen. On va travailler sur un projet qu'on transmettra à la commune, pour protéger la côte des déchets. » Nicolas Monnier, professeur d'EPS, complète : « Ça développe la responsabilité, l'autonomie, l'empathie, le goût de l'effort et des qualités athlétiques : pour nager en hiver dans la mer, il faut beaucoup de courage ! ». De l'empathie et de la volonté, les jeunes en ont à revendre. « J'aime ça, c'est dans l'eau, c'est pour sauver des vies, c'est cool... et ça remplace des cours ! », s'enthousiasme Maïlann.

— Anne Recoules

À savoir

UNE MAISON DE SANTÉ À VAL D'ANAST

Depuis juillet, la santé a enfin sa maison à Val d'Anast. Un point d'orgue pour le projet initié dès 2012 par les professionnels du territoire. Et un véritable plus pour les 9 000 habitants du secteur, jusqu'alors confrontés à un manque et à un éparpillement de l'offre médicale. Après quelques mois de retard, dus au premier confinement, des infirmières, psychologue, ostéopathe, podologue et 5 médecins généralistes ont investi leur nouveau cabinet. Au total, une vingtaine de professionnels s'y relaient pour pratiquer leur spécialité. Située à proximité du réseau de transport en commun et en plein centre-bourg, la nouvelle maison de santé a été financée par la commune. Elle a aussi été soutenue sur les plans technique et financier (75 000 €) par le Département dès 2015, aux côtés de l'État, la Région, la Caisse des dépôts et Foncier de Bretagne afin de redynamiser le bourg, pour un coût global de 1,8 million d'euros. Un beau pied de nez au désert médical.



© Thomas Crabot



+D'INFO

Maison de Santé, Rue de Campel à Val d'Anast,
02 99 34 95 06.

Ils veillent sur l'enfance et les familles

Dans l'intérêt des enfants, des familles peuvent bénéficier de mesures d'accompagnement éducatif. À Redon, les professionnels de l'Apase sont là pour les mettre en œuvre.



© Thomas Crabot

Françoise Arnaud, cheffe du service enfance famille et Hubert Lemonnier, directeur de l'Apase.

Une séance de cuisine collective entre enfants suivie d'un déjeuner convivial. Un goûter ludique entre un parent et ses enfants ou un rendez-vous pour faire connaissance avant la mise en œuvre d'une mesure ordonnée par un juge ou déclenchée par les services sociaux du Département... La nouvelle salle d'activité de l'Apase est fréquemment investie par les professionnels qui y travaillent. Installée dans de nouveaux locaux depuis un an, cette antenne de l'association rennaise a posé ses valises à Redon en 2009 pour se rapprocher des familles et de ses partenaires. Chaque année, ses 20 travailleurs sociaux et ses 2 psychologues suivent plus de 300 enfants qui bénéficient de mesures d'accompagnement tout en restant vivre avec leurs parents.

FAIRE BOUGER LES LIGNES

« Nous veillons et nous accompagnons. Nous ne sommes pas là pour

surveiller mais pour interagir avec les familles et les enfants. Les situations peuvent être très différentes », précisent de concert Hubert Lemonnier et Françoise Arnaud, directeur et cheffe du service enfance-famille. Pour aider des familles en difficulté à trouver leurs propres solutions ou à bénéficier d'une aide spécifique, un travailleur social et une psychologue peuvent aussi les accompagner pendant six mois. Quand des soucis adviennent pour payer la cantine ou le logement, l'Apase peut dépêcher un professionnel pour aider la famille à adapter son budget aux besoins de l'enfant. En novembre dernier, l'équipe s'est agrandie avec l'arrivée de deux éducateurs jeunes enfants. « Nous avons une liste d'attente avec des mesures qui incluent notamment des enfants de moins de 6 ans. Avoir des professionnels spécialisés dans la petite enfance nous semblait essentiel », souligne Hubert Lemonnier. ■ Virginie Jourdan

En bref

SEMAINE DE LA SANTÉ SEXUELLE

Mener l'enquête lors d'un escape game et en apprendre davantage sur le VIH, voir une expo ludique qui parle sans chichi des moyens de contraception... Après une première édition en décembre 2019, la Semaine de la santé sexuelle et de la vie affective revient à Redon du 29 mars au 4 avril prochain. Au programme : l'exposition Sex Breizh des Petits débrouillards, un café-débat au centre social Confluence, une soirée ciné et des ateliers pour parler sexualité dans le couple avec des psychothérapeutes. Durant la semaine, un camion mobile proposera des dépistages du VIH, de l'hépatite C et des infections sexuellement transmissibles. Co-organisée par une dizaine de partenaires dont le Département, Redon Agglomération et le réseau Louis Guilloux qui soutient la santé pour le plus grand nombre, cette semaine entend favoriser l'écoute et défendre le respect de soi et des autres, dans sa vie affective comme dans sa sexualité.



+D'INFO
corevih-bretagne.fr

DU JUS DE POMMES SOLIDAIRE À COJOUX

Une récolte des pommes du verger de Cojoux a été organisée début octobre par l'agence départementale des pays de Redon et des Vallons de Vilaine. Ce verger conservatoire se situe sur l'espace naturel départemental des mégalithes et landes de Saint-Just. En deux heures, les fruits ont été cueillis par des agents du Département, des bénévoles et des bénéficiaires de la Croix Rouge qui sont repartis avec 350 kg de pommes. La récolte a été pressée dès le lendemain et transformée en 1420 litres de jus de pommes chez Jean-Paul Hignet à La Chapelle-Bouëxic. Une fois mis en bouteilles et étiquetés, les jus de pommes ont été distribués à plusieurs sites du Département.



© DR



© Thomas Crabot

Le Département a soutenu la légumerie de Tezea à hauteur de 15 000 €.

Une légumerie pour les cantines... et l'emploi

Depuis début 2020, un petit atelier agroalimentaire fermier de Val d'Anast a été transformé en légumerie. Un essai qui ne demande qu'à être transformé.

Ils sont trois ce matin à revêtir leur tenue de préparateur. Parfois six. « Ça dépend du volume de commandes », précisent d'une même voix David et Christelle, respectivement employé et encadrante du site. Chaque semaine, oignons, carottes, poireaux et pommes de terre passent par leurs machines à laver, essorer, couper et ensacher. « Nous préparons et livrons des légumes natures, frais et prêts à être cuisinés », résume David, salarié de l'entreprise Tezea qui teste la légumerie. Créée en 2017, cette entreprise a but d'emploi est née de l'expérimentation Territoire zéro chômeur de longue durée. Elle emploie aujourd'hui 75 salariés pour une vingtaine d'activités, dont le tri des métaux, la blanchisserie, la fabrication textile ou

la menuiserie sur 7 sites à Pipriac et Saint-Ganton.

DU BIO ET DU DURABLE

Avec la légumerie, l'entreprise solidaire entend créer de l'activité tout en soulageant le personnel des cuisines de différentes collectivités. Une façon aussi d'améliorer la qualité des repas qui y sont préparés. « Nous devons sécuriser ce projet pour être capable de proposer des légumes biologiques, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui », précise Guillaume Bonneau, directeur financier de Tezea. Pour l'heure, la légumerie livre 7 cuisines de collèges gérées par le Département, une école et un hôpital. Pour trouver son équilibre et se pérenniser, la légumerie doit encore doubler son volume de commandes. Un bilan est prévu à la fin de l'année scolaire 2021. ■ V.J.

En bref

UNE PREMIÈRE BOUGIE POUR LA BOULANGERIE DE COMBLESSAC

En février 2020, Patrice Buis concrétisait son projet de reconversion professionnelle en ouvrant les portes de sa boulangerie-épicerie bio « Au Biow Pain », à Comblessac. Cette commune de 700 habitants voisine de Guer n'avait plus de boulangerie depuis 2017. Elle a décidé de répondre aux appels à projets pour la revitalisation des centre-bourgs et pour l'amélioration de l'accessibilité des services publics, ce qui lui a permis de bénéficier d'une aide départementale de 30 000 €. Un soutien financier bienvenu pour l'artisan-boulangier qui propose à sa clientèle du pain cuit au feu de bois et des produits locaux dans son épicerie attenante : yaourts, légumes, cidre... Un an après le lancement de son commerce, Patrice Buis se dit « heureux de régaler sa clientèle et de contribuer à dynamiser son village ».

UNE PASSERELLE PIÉTONS CYCLISTES À GUIPRY-MESSAC

Une passerelle a été installée à Guipry-Messac du côté du Pont des deux rives fin octobre. Elle permet aux cyclistes et aux piétons de franchir la Vilaine en étant séparés de la circulation automobile. Les élèves du nouveau collège de Guipry-Messac, notamment, peuvent rejoindre en toute sécurité leur établissement. L'Entreprise de construction métal et bois (ECMB), basée à Saint-Malo, a fabriqué les ouvrages en métal et en bois de chêne. L'entreprise Lépine (Le Pellerin - 44) a réalisé la partie génie civil - appuis terrestres et immergés. La réalisation a été financée par la commune de Guipry-Messac, qui a bénéficié de fonds européens, de l'Etat et de la Région. Le budget total s'élève à 1,5 million d'euros. Le Département a accompagné la commune pour ce chantier. Il a réalisé les études, les plans, l'estimation du projet et lancé la consultation auprès des entreprises. Il a également assuré la surveillance des travaux.



© Jean-Paul Noble

Un terrain de foot en noyaux d'olives à Guichen

Le complexe sportif de Guichen Pont-Réan dispose désormais d'un terrain synthétique rempli avec des noyaux d'olives. Une première en France qui pourrait inspirer d'autres communes.



© Franck Hamon

Les noyaux d'olives concassés ont remplacé les granules de caoutchouc.

Nées aux États-Unis, les pelouses synthétiques sont apparues en France au tournant des années 2000. Elles ont rapidement trouvé leur place dans le paysage en raison de leur côté pratique : plus de tonte de pelouse, un entretien minimal et une utilisation en toutes saisons, quel que soit le temps. Mais les terrains artificiels de première génération sont aujourd'hui critiqués pour leur côté polluant et nocif pour la santé. Le substrat qui maintient les fibres d'herbe est composé de billes de caoutchouc fabriquées à partir de pneus recyclés.

UN PRODUIT FRANÇAIS

« Lorsque le FC Guichen nous a fait part de sa volonté de disposer d'un nouveau terrain pour son école de football, nous sommes allés en quête d'une solution alternative, plus écologique », explique le directeur financier de Guichen Pont-Réan, Loïc Rimasson.

L'entreprise vendéenne Sportingsols a apporté la solution : remplacer les granules de caoutchouc par des noyaux d'olive concassés. « Les 65 tonnes de noyaux proviennent de la culture provençale pour une optimisation de ce produit naturel », précise le maire Dominique Delamarre. L'olive est utilisée pour la consommation alimentaire, les noyaux pour lester les terrains. L'initiative est une première en France pour une pelouse de cette taille. Le terrain a été homologué par la Ligue de football pour accueillir des compétitions régionales. Entamés mi-mai, les travaux se sont terminés en septembre. Juste à temps pour le début de saison du FC Guichen et de ses 450 licenciés. Au total, 982 000 € ont été déboursés pour financer le nouveau terrain. « C'est 9 % plus cher qu'un terrain synthétique classique », calcule Loïc Rimasson. Le prix à payer pour ne plus nuire à l'environnement ni porter atteinte à la santé des joueurs. ■ Régis Delanoë

À savoir

LES DISCRÈTES À L'AVANT-SCÈNE

Leurs aventures de femmes ont noirci les pages du livre d'Anne Lecourt, « Les Discrètes », paru en 2017. Le 13 mars prochain, les récits des Bretonnes Paule, Albertine et Jeannette feront vibrer les planches de L'Avant-scène à Montfort-sur-Meu. Montée par la compagnie Quidam, la pièce de théâtre met en scène la jeunesse, l'adolescence et la vie de ces femmes dont les histoires intimes et quotidiennes résonnent dans la longue marche vers l'égalité. Ces histoires témoignent aussi de l'évolution des mentalités dans les années 60 et 70. Organisée dans le cadre du mois de l'Égalité du 6 au 28 mars, dont le programme de conférences, spectacles et rencontres est co-construit avec une dizaine de citoyens volontaires, la soirée est gratuite grâce au soutien de Montfort communauté et du Département.

+D'INFO

Rendez-vous samedi 13 mars à 20 h 30, salle de L'Avant-scène, boulevard Villebois-Mareuil à Montfort-sur-Meu (sous réserve de la situation sanitaire). montfortcommunaute.bzh



©DR

Accompagner les victimes de violences conjugales

François Houeix écoute et oriente des femmes victimes de violences. Il est intervenant social en gendarmerie dans le pays de Brocéliande.



© Thomas Crabot

Basé à Montfort-sur-Meu, François Houeix se déplace aussi dans les gendarmeries de Plélan-le-Grand, Saint-Méen-le-Grand et Montauban-de-Bretagne.

En septembre dernier, François Houeix a rejoint les locaux de la brigade de gendarmerie à Montfort-sur-Meu. Mais pas comme gendarme. Éducateur spécialisé depuis une douzaine d'années, il occupe un poste d'intervenant social en gendarmerie (ISG) pour les communes du pays de Brocéliande. Sa mission : jeter un pont entre les deux mondes parfois éloignés du social et du pénal. « Je reçois des personnes qui croisent la route de la gendarmerie pour des faits de violences conjugales. Mon rôle est de les écouter et de les orienter vers les professionnels qui sauront le mieux répondre à leurs besoins », explique François Houeix. Demander un hébergement d'urgence en cas de violence, avoir un soutien psychologique quand la famille va mal, recourir à un avocat ou simplement connaître le processus qui suit un dépôt de plainte, cet intervenant d'un

nouveau genre sait parfaitement à quelles portes il faut frapper.

FACILITATEUR

« C'est un vrai plus pour notre association, explique Nelly Lefeuve, coordinatrice de SOS Victimes 35 qui emploie François via un soutien financier de l'État et du Département. Se retrouver face à la justice peut faire peur. Il faut mettre en confiance les victimes, pouvoir les accompagner sur la durée si besoin. » Aujourd'hui, 7 intervenants sociaux en commissariat et gendarmerie sont en poste en Ille-et-Vilaine. Le Département finance le tiers de ces postes (lire page 8). En trois mois, François Houeix avait déjà rencontré 80 personnes. Il insiste sur la notion de secret professionnel, la possibilité de garder l'anonymat et la gratuité des rendez-vous.

— Virginie Jourdan

À savoir

DES COCONS À SIESTE POUR LES SOIGNANTS DU CHU DE RENNES

Comment apporter un peu de réconfort à un personnel soignant durement éprouvé, notamment en ces temps de pandémie et de crise sanitaire ? Grâce au fonds Nominoë, des cocons à sieste ont été installés au CHU de Rennes. Ils permettent aux professionnels de santé de s'accorder une pause réparatrice entre deux interventions. « Il s'agit d'équipements conçus par la start-up parisienne Nap&Up. L'ergonomie offre un confort maximal et un isolement renforcé. Il est possible d'écouter des audios de sophrologie le temps de la relaxation », explique la déléguée générale du fonds Nominoë, Marie Louis. Six premiers cocons ont été installés en 2020 dans les services des urgences, de réanimation médicale, de maternité, de greffes, de chirurgie et de gériatrie. « D'autres seront mis en place cette année. »



© DR



+D'INFO

Fonds Nominoë, 02 99 28 99 90

DE NOUVEAUX VESTIAIRES AU COMPLEXE SPORTIF DE NOYAL-SUR-VILAINE

Construit en 1971, le terrain des sports Paul-Ricard de Noyal-sur-Vilaine fête ses 50 ans d'existence et la réalisation de nouveaux vestiaires. Les équipements annexes existants étaient devenus obsolètes et ne répondaient plus aux attentes ni des associations de football et d'athlétisme, ni du collège Jacques-Brel. Les travaux de démolition et de reconstruction ont abouti, en septembre dernier, à l'inauguration de deux bâtiments : un vestiaire pour les footballeurs, un autre pour les athlètes, avec un préau d'accueil commun et un espace de convivialité mutualisé. Confortable et conforme aux dernières normes environnementales - des panneaux photovoltaïques ont notamment été posés sur la toiture -, cette installation a été financée à hauteur de 85 000 € par le Département, pour un coût total de plus d'1,9 million d'euros.

Premier coup de pédale avec Roazhon Mobility

L'association (re)met en selle les scolaires et les adultes pas encore familiers avec le vélo en ville. Pour circuler sans stress.

À l'origine, Roazhon Mobility était un club VTT de copains. En cinq ans, l'association est devenue la principale « vélo école » du département. Chaque année, elle forme les élèves d'une trentaine d'écoles élémentaires au « savoir rouler », en majorité à Rennes. Pour qu'ils soient autonomes, capables de faire leur entrée au collège à vélo. L'association fait aussi la promotion du vélo, en particulier électrique, auprès des entreprises engagées dans un plan de mobilité. Depuis le déconfinement, Roazhon Mobility est surtout très sollicitée par des particuliers qui ne savent pas - ou plus - pédaler. Des seniors qui redoutent la chute, des mamans qui aimeraient emmener leurs enfants en balade, des personnes d'origine étrangère sans culture vélo...

Le samedi matin, l'association réunit une dizaine de cyclistes

encore hésitants sur une esplanade sécurisée du centre-ville, encadrés par des moniteurs. Trouver son équilibre, rouler droit, lâcher les mains... Les bases acquises entre les plots et le mobilier urbain, le peloton finit la séance en s'insérant dans la circulation automobile, par petits groupes. D'abord dans des rues peu fréquentées pour finir place de Bretagne. « On y va progressivement, en multipliant les mises en situation, rassure Sébastien His. Savoir se placer et se mettre en sécurité, c'est la base. » Les uns prennent un forfait trois séances (50 €) pour se rassurer. Les autres choisissent l'option illimitée pour un an (120 €). Mais tous y arrivent.

— Olivier Brovelli



+D'INFO

roazhonmobility.bzh



© Franck Hamon

Sébastien His, président de l'association Roazhon Mobility et Thierry Rolland, vice-président.



Question à Lilian Delaveau

directeur d'Immersive Therapy et fondateur de l'application Diapason



« Comment peut-on soulager des acouphènes avec une appli smartphone ? »

Par un travail adapté de rééducation auditive. Un acouphène est une sensation de gêne auditive, la perception d'un son, bourdonnement ou sifflement dans une oreille ou les deux. Les origines du symptôme sont multiples -trop de décibels en concert, environnement de travail bruyant... Les personnes concernées plus nombreuses qu'on ne le pense : 8 millions en France, dont 1,5 million qui ont des formes graves. Il n'existe pas de traitement miracle. Mais il est possible d'apporter des réponses thérapeutiques pour atténuer cette douleur chronique. Ce fut l'objet de ma recherche de fin d'étude à Supélec à Rennes. Accompagné dans cette démarche par deux professeurs, Catherine Soladié et Renaud Séguier, j'ai mis au point une application smartphone baptisée Diapason. Elle propose des exercices quotidiens de quelques minutes de rééducation auditive, adaptés en fonction de la gravité des acouphènes. Il s'agit de stimulations sonores basées sur des recherches scientifiques et validées par des médecins ORL. La version de base est téléchargeable gratuitement. Une version payante est proposée à 149 € par mois. L'appli a déjà été téléchargée par plus de 30 000 utilisateurs. Mon projet d'étude s'est transformé en aventure entrepreneuriale avec la création de la start-up Immersive Therapy, qui développe et commercialise le produit. En 2019, Diapason a été récompensée au CES de Las Vegas, un important salon consacré à l'innovation technologique. ■ Recueilli par Régis Delanoë



+D'INFO

L'appli est téléchargeable via l'adresse fr.diapason-app.com

L'Établi des mots, une librairie coopérative à Rennes

La première librairie coopérative bretonne a ouvert ses portes dans le quartier du Blosne, à Rennes.



Laurent Prieur, Gabriel Leroy et Nadège Lucas gèrent le lieu.

© Franck Hamon

Le futur conservatoire régional est en construction au Blosne. C'est aussi dans ce quartier rennais qu'a ouvert, en septembre dernier, la librairie coopérative L'Établi des Mots. Une première en Bretagne. Installée de façon provisoire dans les locaux de la conciergerie Au P'tit Blosneur, elle déménagera en avril dans la future pépinière d'entreprises spécialisée dans l'économie sociale et solidaire, le Quadri. « Nous disposerons d'un local de 60 m² pour proposer 6 500 références de livres : littérature adulte et jeunesse, BD, essais et guides pratiques », détaille Gabriel Leroy, l'un des trois gérants du lieu, avec Laurent Prieur et Nadège Lucas. Il sera également possible de proposer différents événements autour du livre et de la lecture. Le projet a émergé en 2019 à l'initiative de Benjamin Roux, fondateur des éditions du Commun, une maison d'édition installée au Blosne et de Laurent Prieur, spécialiste de l'économie sociale et solidaire en Ille-et-Vilaine.

La librairie fonctionne sur un modèle coopératif avec déjà plus de 150 sociétaires qui ont investi 20 € de part sociale. Le Département a également soutenu le projet au cours de sa phase d'étude, via une subvention de 12 000 €. « C'est un lieu qui se veut exemplaire dans sa façon de fonctionner comme dans ce qu'il propose. C'est tout sauf une librairie élitiste. Nous souhaitons déculpabiliser les gens. Lire doit d'abord être une source de plaisir. » Pour tenter d'attirer un public pas forcément habitué à pénétrer dans une librairie, Gabriel Leroy et ses collègues proposent une large gamme d'ouvrages pas chers et faciles d'accès. « Nous ne voulons pas seulement être des commerçants mais aussi des acteurs culturels du quartier. »

■ R.D.



+D'INFO

facebook.com/letablidesmots

En bref

FOCUS SUR DES INNOVATIONS SOLIDAIRES

Jusqu'au 15 avril prochain, l'école de travail social Askoria organise la Saison des expérimentations et innovations solidaires. L'occasion de découvrir une sélection de projets innovants et solidaires documentés sous des formats multimédias et interactifs : vidéos, capsules sonores, articles... Des temps forts se dérouleront sur les sites d'Askoria en Bretagne dont celui de Rennes. Des rendez-vous sont également programmés en ligne sur campusdesolidarites.eu, ainsi que sur les réseaux sociaux.



+D'INFO

Campusdesolidarites.eu

TROIS P'TITES TOURS : TROIS CRÉATIONS DOCUMENTAIRES À MAUREPAS

Depuis novembre dernier, trois artistes-auteurs travaillent autour des mutations qui s'opèrent à Maurepas. Laëticia Foligné, Candice Hazouard et Lucie Rivoalen seront en résidence dans le quartier rennais du 1^{er} au 12 février. Elles reviendront ensuite lors des deux années à venir pour saisir l'évolution du paysage urbain et ses effets sur les personnes qui l'habitent. Il ne s'agit ni d'une observation extérieure ni d'un travail sociologique, mais bien de trois approches documentaires qui s'appuient sur la rencontre avec les habitantes et les habitants qui vivent ces transformations de l'intérieur.



+D'INFO

troispetitestours35@gmail.com



© DR

Lucie Rivoalen en repérage dans le quartier Maurepas.

L'un des fleurons de l'auto-partage est rennais

Auréolée d'un prix international, la start-up rennaise Mobility Tech Green permet aux entreprises de mieux optimiser leur flotte de véhicules de fonction.



© Franck Hamon

Alexandre Fournier, directeur marketing de Mobility Tech Green.

C'est le casse-tête de beaucoup d'entreprises et de collectivités : comment gérer les voitures de fonction qui transitent d'une personne à l'autre ? Comment se transmettre les clés et les informations importantes comme le niveau de carburant ? Créée à Rennes en 2009, Mobility Tech Green a vocation à résoudre ces petits tracas du quotidien. Depuis plus d'une décennie, cette start-up innove dans le domaine de l'auto-partage, aujourd'hui en plein développement. Ses ingénieurs ont conçu « e-Colibri », un boîtier discret qui équipe une flotte de véhicules et qui permet d'optimiser les déplacements professionnels au sein d'une même société. « Connecté à une application, il permet de faire remonter toutes les informations nécessaires : localisation des véhicules, autonomie... Nous avons également mis au point une technologie qui autorise l'ouverture des véhicules par clé numérique ou badge.

C'est sécurisant et cela permet de minimiser les contacts physiques. Une donnée importante en temps de pandémie », indique Alexandre Fournier, directeur marketing et communication. Imaginés et fabriqués à Rennes par la quarantaine de salariés de Mobility Tech Green, ces boîtiers ont déjà séduit de grands groupes français comme Orange, Enedis et La Poste, ainsi que des collectivités comme la Ville de Saint-Nazaire. Ils ont également valu à la start-up d'obtenir un prix au dernier salon CES de Las Vegas consacré à l'innovation technologique. D'après Alexandre Fournier, « e-Colibri permet de réduire le parc automobile d'une entreprise de 30 % et de faire baisser son budget mobilité de 25 % ».

■ Régis Delanoë



+D'INFO

mobilitytechgreen.com

À savoir

UN CENTRE DE TEST COVID DANS L'ANCIEN COLLÈGE MALIFEU

Un centre de test Covid-19 a été aménagé sur le site de l'ancien collège Malifeu à Rennes en octobre dernier. Jusqu'alors, le centre de test Covid du CHU de Rennes était organisé sur le site de Pontchaillou sous forme d'un drive extérieur. Sollicité par la Ville de Rennes pour trouver un nouveau lieu, le Département a proposé de mettre à disposition, à titre gracieux, les bâtiments situés rue du Bourbonnais dans le quartier Villejean, à Rennes. Il prend à sa charge les frais liés aux consommations d'eau, électricité et chauffage. Ce site Malifeu accueillait jusqu'en septembre 2019 des élèves du collège Rosa-Parks, aujourd'hui regroupés sur le site Montbarrot. Le bâtiment de l'ancienne demi-pension du collège, les locaux réserves, les vestiaires et les zones de préparation avec paillasse inox sont adaptés aux besoins du CHU. La grande salle avec hauteur sous plafond, ventilée, qui dispose de 3 issues, permet d'organiser de façon optimale la circulation des personnes qui viennent se faire tester. Le CHU assure la surveillance, l'exploitation et la maintenance du bâtiment. Entre 250 et 300 tests sont effectués chaque jour dans ce centre. Pour s'y faire tester, il faut être muni d'une ordonnance médicale et avoir pris un rendez-vous sur Doctolib ou être soignant au CHU.

L'INSTITUT FRANCO-AMÉRICAIN DE RENNES FÊTE SES 60 ANS

Le 15 février marquera le 60^e anniversaire de l'Institut franco-américain (IFA) de Rennes. Hiver 1961 : dans un hôtel particulier du quai Chateaubriand, est créé ce qui s'appelle alors « The American Library of Paris ». Après-Guerre, le lieu sert de résidence à des soldats américains libérateurs de la ville, puis abrite le siège régional du Plan Marshall, avant de devenir l'institut franco-américain, le plus ancien du genre sur le sol français. Ses objectifs restent inchangés : affermir les liens d'amitié et de compréhension mutuelle entre les États-Unis et la France, par le biais d'échanges éducatifs et culturels. Conférences, concerts et rencontres y sont régulièrement organisés. Une rétrospective historique est prévue toute l'année. Plusieurs événements en lien avec la culture de la Louisiane sont également programmés : ateliers de danse, de musique et de cuisine cajun, expositions et rencontres avec des auteurs.



+D'INFO
ifa-rennes.org



Yoan Durand, directeur de l'unité d'accueil de Liffré et Émeline Guérin, coordinatrice d'équipe.

© Franck Hamon

Un Ancr'âge pour des mineurs étrangers à Liffré

Un lieu d'accueil des mineurs non accompagnés a ouvert dans les locaux de l'ancienne gendarmerie à Liffré. Il est entièrement financé par le Département.

L'Ancr'âge, c'est le nom de l'unité d'accueil qui a ouvert ses portes à Liffré en novembre dernier. Un nouveau lieu de vie pour 25 jeunes mineurs arrivés seuls en France, privés de la protection de leur famille. Ces mineurs non accompagnés sont confiés au Département au titre de l'aide sociale à l'enfance. Ce sont des garçons qui ont pour la plupart entre 15 et 18 ans. Au sein de l'ancienne gendarmerie, un premier bâtiment a été réaménagé en bureaux pour les accompagnateurs et en appartements qui peuvent accueillir 3 ou 4 jeunes. Chacun dispose de sa propre chambre et partage des espaces communs : cuisine, séjour et salle de bain. Six places sont réservées à des jeunes semi-autonomes dans un autre bâtiment. Enfin, deux jeunes sont en colocation dans un appartement situé au sein d'une résidence autonomie toute proche pour favoriser les liens intergénérationnels. Tous sont accompagnés au quotidien par l'association Ar'Roch. Une équipe d'une dizaine de personnes composée

d'éducateurs, de travailleurs sociaux et de personnel médical -infirmier, psychologue- les entoure.

ENSEIGNEMENT ET ACTIVITÉS SPORTIVES

« Ils ne sont jamais seuls, rassure Vincent Mousset, directeur général d'Ar Roch. On les aide dans tous les aspects de la vie quotidienne : alimentation, soins, vêtements, transport, gestion du budget... On les conduit peu à peu vers l'autonomie afin qu'ils puissent trouver leur place dans la société. » En tant que mineurs protégés, ils sont aussi accompagnés pour les démarches administratives et juridiques. « Ils doivent pouvoir accéder à un enseignement ou à un apprentissage, reprend Vincent Mousset. On va aussi les aider à s'insérer socialement en favorisant des activités sportives ou culturelles dès que la situation sanitaire le permettra. On a reçu un bon accueil de la municipalité et des associations locales. Le club ado est déjà disposé à faire une place à ces jeunes. »

Corinne Duval



Question à Éric Arribard

président de l'Association pour la promotion
du patrimoine de l'Antrainais et du Coglais



« Quelles sont les missions de l'Appac ? »

« Lorsqu'elle a été créée en 1983, à l'initiative d'Hubert Leray, un enseignant d'Antrain passionné d'histoire locale, l'association avait pour but de parcourir la campagne à la recherche du patrimoine bâti oublié ou détruit. Les bénévoles procédaient à des relevés et publiaient une revue pour faire état de leurs travaux. L'association a compté jusqu'à 190 adhérents, dont un tiers hors Bretagne. Peu à peu, le territoire couvert s'est étendu au canton d'Antrain et les missions se sont étoffées. Notre action ne se limite plus à des inventaires -chapelles, calvaires, fours à pains... Elle vise à mettre en valeur un patrimoine privé et à en faire profiter la population. À la frontière de la Manche et des pays de Saint-Malo et de Fougères, donc à l'écart des grands axes, le territoire dispose d'une grande richesse jusque-là préservée. Il ne s'agit pas d'en faire des petits musées, mais des lieux de sensibilisation et de rencontres. Après le recrutement d'une personne en charge de l'animation et du suivi des dossiers en 2012, nous venons de créer un deuxième emploi dédié à la médiation. Soutenue par la communauté de communes, le Département, la Région et l'État, l'Appac répond à des appels d'offres, mène des réflexions avec les élus et poursuit ses recherches. Récemment, une motte féodale dissimulant un château-fort a été découverte à Marcellé-Raoul. On envisage d'y aménager un lieu d'interprétation. »

Recueilli par B.T.



+D'INFO

02 56 47 53 32 ou appac.fr

La mémoire sculptée dans l'argile

Le projet au long cours Terre d'histoire vise à modeler dans l'argile les souvenirs des anciens. Sur le territoire du Val d'Ille-Aubigné, habitants, collégiens et résidents en Ehpad sont invités à y participer.



Marie Tuffin, comédienne et plasticienne.

© Thomas Crabot

Comment graver la mémoire de nos aînés ailleurs que dans le texte ? La compagnie Le Vent des Forges propose de le faire dans l'argile. Fondée en 2005 par Odile L'Hermitte, comédienne et metteuse en scène, et Marie Tuffin, comédienne et plasticienne, la structure monte des spectacles, expositions et ateliers autour de cette matière rocheuse qu'elle théatralise autour de différents thèmes. Intitulé « Terre d'histoire », le projet prévu sur trois ans s'intéresse aux anecdotes de vie des personnes âgées.

DOUZE MODELEUSES EN FORMATION

Après l'installation poétique et sonore « Les dits d'Odette » en 2020, place à la collecte de petites histoires auprès des habitants du territoire du Val d'Ille-Aubigné et à la formation de 12 modeleuses. « L'objectif est de leur apprendre à sculpter dans l'argile un mouvement qui transcrit une

parole à la fois intime et émouvante, résume l'artiste Marie Tuffin. Les sept stages d'une journée seront répartis sur l'année. Ils se dérouleront dans notre atelier de Saint-Gondran. » Une exposition des saynètes réalisées est prévue dans plusieurs Ehpad, dont celui de Guipel.

En parallèle, la compagnie travaille avec le collège Mathurin-Méheut de Melesse autour de ce projet de mémoire vivante qui présente un caractère social et intergénérationnel. En 2022, un recueil composé de bulles audio viendra accompagner l'exposition itinérante à l'occasion de cette troisième année baptisée « Ligne de vie ».

Le Département soutient Le Vent des Forges à hauteur de 16 000 € dans le cadre de cette résidence mission.

Benoît Tréhorel



+D'INFO

leventdesforges.fr

En bref



© Olga Szymczyk

QUELQUE 300 VINYLES EN PRÊT DANS LES MÉDIATHÈQUES

À compter du mois de février, le réseau des 25 médiathèques et bibliothèques de Fougères Agglomération met en prêt un fonds de 300 disques vinyles, dont la moitié sera constituée de productions bretonnes, tous styles confondus. L'autre moitié sera issue d'un répertoire plus large -rock, chanson française... Ce fonds sera réparti en trois lots de 100 disques. L'un restera à demeure à la médiathèque de Fougères, les deux autres tourneront tous les six mois dans les différents sites. « La Médiathèque départementale, partenaire de ce projet, a acheté 130 des 300 disques. Elle va les laisser à disposition du réseau pendant cinq ans », informe Benoît Noël, référent musique à la médiathèque intercommunale de Fougères. En tout, 7500 € ont été investis pour acquérir les vinyles et les platines d'écoute. Un programme d'animations, mêlant concerts, conférences et expositions va être mis en place. Le fonds devrait se diversifier au fil des années.



+D'INFO

mediatheques.fougères-agglo.bzh

DES ATELIERS GRATUITS POUR LES AIDANTS À FOUGÈRES

Droits de Cité organise des ateliers « santé des aidants prévention des risques » dans ses locaux du 9 rue des Frères Deveria à Fougères. Ces ateliers sont gratuits. « Les aidants ont besoin de soutien et nous mettons tout en œuvre pour leur offrir un temps pour eux dans le strict respect des gestes barrières, insiste Stéphanie Beauvallet, animatrice coordinatrice à Droits de Cité. Nous proposons une aide au transport pour les personnes qui n'ont pas de solution pour se déplacer. Le proche aidé peut aussi être accueilli pour un temps d'animation dans une autre pièce. Tout ceci est gratuit. »

L'atelier relation communication initialement prévu durant le second confinement est décalé au 30 janvier. Les suivants se dérouleront les 6 et 10 février (initiation aux premiers secours), 17 et 20 mars (la vie continue), 21 et 24 avril (nutrition santé). Un temps convivial est programmé le samedi 29 mai.



+D'INFO

Inscription obligatoire au 07 49 46 37 35 ou droitdecite.aideauxaidants@gmail.com

En plein essor, la communauté Emmaüs s'agrandit

Trop à l'étroit dans la ferme de Paron, l'association Emmaüs a investi un nouvel espace de vente et d'hébergement à Fougères.

On appelle ça un second souffle. Depuis quelques mois, la communauté Emmaüs de Fougères a ouvert un nouveau local baptisé Espace Abbé Pierre, à une centaine de mètres de la ferme de Paron, son site historique devenu trop exigu. D'une surface de 1000 m², ces locaux qui abritaient autrefois la Coopérative de production et vente de bétail (CPVB), ont été reconfigurés. Les deux tiers sont désormais dédiés à la vente -mobilier et électroménager. Neuf chambres qui hébergent autant de compagnons ont été créées. « Ce projet répond à un besoin de place et à une demande, explique Émilie Delafosse, responsable de la communauté fougèraise. En cinq ans, le nombre de compagnons est passé de 19 à 35. Nous souhaitons réaliser un aménagement structurant pour accueillir mieux et plus. » Dans le même temps, le site de la ferme, occupé depuis 1976, va lui

aussi subir une cure de jouvence. L'espace commercial devrait peu à peu rétrécir au profit d'ateliers -relooking de meubles, menuiserie... « Le but serait de mieux valoriser les objets qu'on nous apporte et d'améliorer les conditions de travail des compagnons. » Le coût global des travaux s'élève à un million d'euros. Le Département a contribué à hauteur de 100 000 €. En 2021, la communauté qui réunit 31 salariés dont 20 en chantier d'insertion et 160 bénévoles, va également s'atteler à la réhabilitation d'une maison de maître, située dans le centre-ville de Fougères. Cette bâtisse a été léguée par la congrégation des Sœurs de Rillé. À terme, elle permettra de loger trois familles. ■ B.T.



+D'INFO

02 99 94 18 74
ou emmausfougères.jimdofree.com



© Thomas Crabot

Le nouvel espace de vente de la communauté Emmaüs.



Marion Le Sollicec, harpiste et youtubeuse.

© Jérôme Seurette

Marion Le Sollicec

Harpiste rock'n'roll

La page YouTube de Marion Le Sollicec affiche des chiffres à faire pâlir d'envie les artistes les plus chevronnés. Sa reprise à la harpe de « My Heart Will Go On » de Céline Dion affiche 21 millions de vues, celle de « Nothing Else Matters » de Metallica près de 2 millions, celle de la bande originale du « Seigneur des Anneaux » 1,2 million. « Sur les réseaux sociaux chinois, certaines de mes vidéos sont presque virales », s'amuse la jeune femme de 28 ans, qui habite Thorigné-Fouillard. Elle n'est pourtant pas professionnelle : la harpiste travaille comme gestionnaire d'une coopérative agricole et donne quelques cours à l'école de musique de Saint-Aubin-du-Cormier. « La musique, c'est ma passion, assure-t-elle. Je préfère ne pas envisager d'en faire carrière, au risque de perdre le plaisir qui m'habite dès lors que je pratique mon instrument. » Un plaisir qui ne l'a jamais quitté depuis sa petite enfance en région parisienne. « Ma famille a ensuite déménagé sur la côte de granit rose, puis je me suis installée en Ile-et-Vilaine, où j'ai fait mes études. Tout ce temps, la harpe ne m'a jamais quitté. J'ai acquis les bases du solfège au conservatoire. Mais c'est surtout à force de m'entraîner que j'ai travaillé mon oreille musicale. » Au point, aujourd'hui, de pouvoir quasi instantanément s'emparer d'un thème connu et l'adapter à la harpe.

PIRATES DES CARAÏBES ET DAFT PUNK

« Cela fait dix ans que j'ai créé ma page YouTube. Je faisais mes premiers enregistrements dans ma chambre de lycéenne, avant que mon père ne décide de me filmer dans divers paysages bretons pour adapter mes reprises en clips. » « Pirates des Caraïbes », « Le Dernier des Mohicans », « Game of Thrones », mais aussi Daft Punk, U2 ou plus récemment Led Zeppelin et les Red Hot Chili Peppers, Marion Le Sollicec a plus d'une corde à sa harpe... « Je joue aussi du répertoire breton et celtique, un peu de classique et quelques compositions originales... Je ne me lasse jamais du son cristallin et doux qui s'échappe de cet instrument, dont l'esthétique attire instantanément. » La musicienne prévoit de sortir cette année son premier album. « Toujours pour le plaisir. » ■ Régis Delanoë

Claire Talvard

Madame cinéma

Elle a toujours un projet sous le bras. Enseignante depuis 2016 au collège des Hautes-Ourmes à Rennes, cette professeure de lettres modernes et de cinéma enchaîne les initiatives : ateliers audiovisuels, webradio, courts-métrages et même concours nationaux. Seule ou avec des collègues, Claire Talvard veut offrir aux élèves une fenêtre grande ouverte sur le monde : « Ce que j'ai retenu du collège, ce sont les projets. Le français c'est important mais un cours sur le passé simple, les élèves ne s'en souviendront pas. Alors qu'une sortie au grand Rex à Paris avec 3 000 personnes... » Elle élargit les perspectives et croit en la capacité de chacun. Une passionnée en un mot. Cette envie de transmettre, elle l'a depuis longtemps. « Au lycée j'ai fait l'option théâtre. J'étais plus intéressée par la théorie que par la pratique. Je me disais que ça devait être super d'être prof de théâtre au lycée mais je ne m'imaginais pas le devenir... ». Un double cursus lettres modernes - arts du spectacle et le métier de professeur se profile, l'air de rien. L'amour du cinéma complète le tout. Une histoire de famille, probablement : « Mes parents n'avaient pas la télé. Pour voir des films on allait une fois par semaine au cinéma ».

ADAPTATION ET IMAGINATION

Ces derniers mois, la crise sanitaire a changé la donne : « Ça limite les projets, on doit restreindre le nombre d'élèves dans les ateliers. On est HS, c'est la pire rentrée depuis que je suis prof, on doit constamment s'adapter... ». Les ateliers sont en partie compromis. La webradio tourne en effectif réduit. Elle réfléchit à d'autres manières de l'animer et transforme les heures de colle en ateliers radio. « Des élèves me demandent s'ils peuvent revenir même s'ils ne sont pas collés », s'amuse-t-elle. Malgré le contexte, Claire Talvard monte de nouveaux projets : atelier d'éducation aux médias, réalisation de vidéos pour le concours « Non au harcèlement ». Elle n'arrête pas, rêve de monter une classe à horaires aménagés cinéma de la 6^e à la 3^e, se dit qu'elle va ralentir un peu... Pour repartir de plus belle. Parce qu'elle sait qu'elle est exactement là où elle doit être. — Anne Recoules



Claire Talvard, professeure de français au collège des Hautes-Ourmes à Rennes.

© Jérôme Seurette



© Jérôme Seurette

Louis Peeters, bénévole au bistrot associatif de Val Couesnon.

Louis Peeters

En cuisine le Flamand ose

Passé un jour ne s'achève sans un geste culinaire de Louis Peeters. Il en est ainsi depuis un demi-siècle. À 75 ans, ce Flamand né à Bruxelles aurait pu choisir de couler des jours paisibles à Bazouges-la-Pérouse, après une vie intense de chef cuisinier et de restaurateur. C'est mal le connaître. « J'adore être ici, au calme à la campagne. Mais j'ai besoin d'avoir quelques projets », reconnaît-il. Depuis douze ans, il est bénévole à la médiathèque communale. Il pratique régulièrement la trompette et le piano. Plus récemment, il est devenu le responsable cuisine du bistrot-épicerie associatif Graines d'Oasis, à Val Couesnon. Ce lieu expérimental qui brasse les générations autour du jardin, du bien-manger et des activités culturelles, Louis n'en avait jamais entendu parler. Jusqu'à ce qu'un ami anglais l'invite à une soirée-concert en juin dernier. « J'ai trouvé l'endroit très convivial et les gens charmants. Je me suis incrusté. »

LIEN SOCIAL ET TRANSMISSION

Une poignée de phrases échangées avec l'équipe et le voilà embarqué dans l'aventure. Membre de la collégiale et chargé des achats chez les producteurs locaux, le septuagénaire concocte des plats le vendredi soir, accompagné de trois habitués des fourneaux. « Je n'ai qu'un seul objectif : que ce soit bon ! », confie celui qui a terminé sa carrière à la brasserie des Voyageurs, à Saint-Malo. Avant cela, il y a eu plusieurs allers-retours entre la Belgique et la Bretagne, chaque fois à la tête de restaurants réputés.

À Graines d'Oasis, le fringant retraité s'éclate : « J'ai l'impression de commencer une deuxième vie. J'adore travailler avec les jeunes et leur apporter mon expérience ». Parmi les 180 adhérents de la structure, Louis fait l'unanimité. En cuisinant à merveille, non seulement les légumes du coin mais aussi le lien social si cher au projet. Les jours « off », cet inconditionnel de l'art culinaire japonais se « repose » auprès de ses cinq petits-enfants et trois arrière-petits-enfants. Il aime leur préparer les soupes et les couscous dont ils raffolent. — Benoît Tréhoré

Aux Marches de Bretagne, des châteaux pour rêver

Du nord de Fougères au sud-est de Rennes, des dizaines de vestiges et châteaux médiévaux jalonnent le territoire breton. Ils formaient une zone frontalière pour protéger la Bretagne de l'envahisseur. En 1488, le Duché est annexé par la France. Ces forteresses n'ont plus lieu d'être. La plupart ont traversé les siècles et se visitent aujourd'hui.

Château de Vitré, le mieux préservé

« C'est le plus beau ! » vous dira tout de go Véronique Kahn, agente au service du

patrimoine de la Ville de Vitré. « Certains historiens affirment même que notre château possède le plus beau châtelet* de France ! » ajoute-t-elle, avec une petite pointe de fierté amusée. Depuis la Place du Château, il est vrai que ce châtelet saute aux yeux. Deux tours en poivrière, une belle et haute porte d'entrée, une double passerelle en bois et un pont-levis en parfait état : l'entrée est grandiose. Attaqué lors des guerres de religion mais jamais pris, l'édifice est resté intact. Il faut dire qu'il n'était pas simple à prendre, ce château perché sur un éperon rocheux, à trente mètres au-dessus de la Vilaine... Construit au XI^e siècle et sans cesse amélioré, il a officié comme forteresse défensive jusqu'en 1488. Après le rattachement de la Bretagne à la France, il se transforme en résidence confortable, puis en prison entre la fin du XVIII^e siècle et 1913. Aujourd'hui, le bâtiment abrite la mairie, une salle d'exposition

et un musée. La particularité du château de Vitré, c'est avant tout son caractère résidentiel. Les seigneurs successifs n'ont eu de cesse de le rénover, notamment au XIII^e siècle. On s'en rend vite compte en visitant le logis seigneurial et le Musée d'Art et d'Histoire. De tour en tour, la visite du château ne dévoile pas que des pierres. Le visiteur a accès à de très beaux espaces intérieurs parfaitement conservés ou restaurés, des pièces de collection qui le transportent à travers les siècles. À noter, un remarquable retable en triptyque composé de 32 plaques d'émail ou, dans un autre genre, un cachot évocateur... Certaines parties ne peuvent pas être visitées mais devraient s'ouvrir, au fil des ans et des rénovations : les étuves, les combles, ainsi qu'une sublime charpente en bois construite en arc-de-cercle. Le public n'a pas fini de (re)découvrir le château. ■

+D'INFO

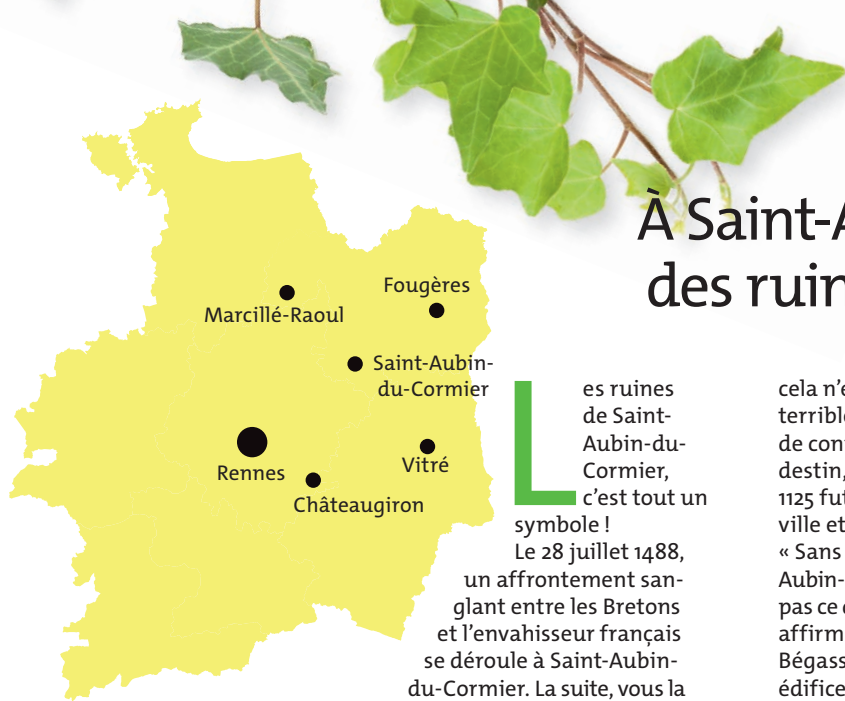


chateau.vitre.bzh, 02 99 75 04 54.
Office de tourisme du pays
de Vitré, 02 99 75 04 46,
bretagne-vitre.com/le-chateau-
de-vitre

**Petit château destiné à défendre l'accès d'un pont ou d'un château fort.*



Ancienne forteresse des Marches de Bretagne, le château de Vitré abrite un musée.



À Saint-Aubin-du-Cormier : des ruines... mais pas que !

VIVRE L'AVENTURE MÉDIÉVALE DE SITES EN SITES

Le territoire regorge de sites médiévaux et pourtant, les visiteurs se contentent souvent de n'en visiter qu'un seul. Partant de ce constat, la Destination touristique Rennes et les Portes de Bretagne ont monté un projet Aventure médiévale avec plusieurs partenaires. Comment faire pour que les visiteurs circulent d'un lieu à l'autre ? En créant des passerelles et en mettant en valeur les endroits moins connus. De quelle manière ? En les faisant coopérer, en créant des ponts entre passé et présent, en imaginant des expériences nouvelles. Les douze sites embarqués dans l'aventure réfléchissent déjà à ce qu'ils pourront proposer dès cette année : visite participative, parcours scénographique, escape game, application numérique, réalité virtuelle, fête médiévale, animations... L'idée est de varier les activités, les formes et les plaisirs. À suivre...



+D'INFO
rennes-portes-bretagne.com

Les ruines de Saint-Aubin-du-Cormier, c'est tout un symbole !

Le 28 juillet 1488, un affrontement sanglant entre les Bretons et l'envahisseur français se déroule à Saint-Aubin-du-Cormier. La suite, vous la connaissez : la France gagne, les Bretons doivent s'incliner. Le château de Saint-Aubin-du-Cormier est démantelé et son donjon coupé en deux dans le sens de la hauteur. Une coupe nette, que l'on dit porteuse d'un message. La tour serait ouverte en direction de la France. Ce qui est plus ou moins le cas (elle serait ouverte vers le nord et non vers l'est) mais

cela n'en reste pas moins une terrible provocation. Avant de connaître ce funeste destin, le site construit vers 1125 fut intimement lié à la ville et à son développement. « Sans le château, Saint-Aubin-du-Cormier ne serait pas ce qu'elle est aujourd'hui », affirme le maire, Jérôme Bégasse. C'est grâce à cet édifice que la cité, véritable lieu de commerce et d'échange au Moyen-Âge, a pu prospérer. À quelques minutes à peine de la mairie, les ruines font partie intégrante de la ville. Bordées par l'étang, elles sont un paisible lieu de balade. Entre patrimoine et verdure, nature et pierre s'entremêlent. La preuve avec le hêtre pourpre et le cormier, deux arbres remarquables que

l'on trouve sur le site et qui tentent de rivaliser avec les murs encore en place. À peine cachés par la végétation, les souterrains sont encore accessibles. Il suffit de fouiner entre les feuilles pour les trouver. Toutefois, les lieux devraient évoluer dans les années à venir. Un programme de renforcement des constructions et une dévégétalisation des ruines sont en cours. En parallèle, un parcours artistique devrait voir le jour cette année ainsi qu'un circuit d'interprétation, dans les années qui suivent. Petit à petit, les murs vont réapparaître, les lignes du château vont se redessiner, son histoire va s'éclaircir. Ces ruines sont une machine à remonter le temps. ■



Le Département va restaurer les ruines du château afin d'ouvrir le site au public en toute sécurité.

© Alexandre Lamoureux

Sur le web – La Destination Rennes et les Portes de Bretagne présente une partie des vestiges médiévaux du territoire sur son site internet. Pour les découvrir : rennes-portes-bretagne.com

LA MOTTE FÉODALE DU CHÂTEL : UN MILLE-FEUILLE ARCHÉOLOGIQUE

La motte féodale, c'est l'ancêtre du château-fort. Ne vous fiez pas aux apparences : les deux buttes de terre de 15 m et 8 m de haut à Marcillé-Raoul abritent des siècles d'histoire. On considère que cette motte féodale (ou castrale), datée de 1240, serait l'une des plus importantes de Bretagne. Quasi à l'état d'origine, ce site de deux hectares accueillait autrefois un château en bois cerné par un chemin de ronde, un fossé et peut-être même deux ou trois tours. Depuis plusieurs années, l'Association pour la promotion du patrimoine de l'Antrainais et du Coglais (Appac) œuvre activement pour préserver et percer les mystères de ces buttes. Recherche documentaire, analyse topographique, prospection sur les terres agricoles alentour, études sur les matériaux des maisons du village et même phyto-archéologie : ici, on fait parler pierres et plantes...



Cette butte de terre abrite des siècles d'histoire.



Château de Fougères, un concentré de technologies

« Vous voulez prendre la Bretagne, vous prenez Fougères ! »

Cette déclaration résume tout l'enjeu que représente le château de Fougères, au Moyen-Âge. Plus grande forteresse d'Europe dans cet état de conservation, le site est une pièce essentielle du système de défense du territoire. À l'époque, il y a de quoi faire avec, au nord, la Normandie qui appartient aux rois d'Angleterre et à l'est, Laval et les Rois de France. Cet édifice est une prise de choix. Deux hectares de fortifications ne sont pas de trop pour surveiller les voisins

et protéger le Duché. D'abord château de bois, il fut brûlé puis reconstruit en 1180, cette fois-ci en pierre. De sa construction en l'an mil au xv^e siècle, il a connu moult améliorations et agrandissements. À chaque fois, il a bénéficié des meilleures techniques de l'époque. Ce château est un concentré de technologies. Ce qui ne l'a pas empêché d'être pris... à cinq reprises. Fait pour durer, il a su résister à l'usure des siècles, laissant apparaître un aperçu des techniques de construction de la seconde moitié du Moyen-Âge. Du haut des tours Mélusine, Surienne et Raoul, on embrasse du regard

un véritable livre d'histoire médiévale. Après l'annexion du Duché de Bretagne, la forteresse a servi de garnison puis de prison, avant d'être rachetée par la ville en 1892. Elle a même abrité une fabrique de chaussures lors de la révolution industrielle. Aujourd'hui, ce château continue d'être à la pointe, via les technologies numériques. Une visite interactive de douze étapes devrait bientôt voir le jour avec animation et reconstitution d'attaque, modélisation 3D de bâtiments, salle immersive avec ambiance de bataille... Au château de Fougères, l'histoire renaît sous vos yeux. En réel ou en virtuel.

— Anne Recoules

+D'INFO
<https://chateau-fougères.com/fr>, 02 99 99 79 59.
 Office de tourisme du pays de Fougères, 02 99 94 12 20, ot-fougères.fr

Archéolab – L'Association pour la promotion du patrimoine de l'Antrainais et du Coglais (Appac) va monter un « Archéolab », juste à côté de la motte féodale du Châtel. Ouvert à tous, ce mini-centre d'interprétation proposera des ateliers médiévaux et des séances d'archéologie expérimentale. Suivez le projet sur appac.bzh



© Franck Hamon

Le château de Fougères est la plus grande forteresse médiévale d'Europe dans cet état de conservation.



© Franck Hamon

CHÂTEAUGIRON JOUE LA JUXTAPOSITION

Postez-vous devant la façade du château de Châteaugiron. Vous comprendrez tout de suite ce que le mot forteresse signifie. Érigé au Moyen-Âge pour marquer l'entrée de la ville, ce château aux tours imposantes affiche d'emblée son ambition défensive. Principalement résidentiel à partir du XVIII^e siècle, l'édifice a conservé un témoignage de chaque époque : le mécanisme ancien de la Tour de l'Horloge -accessible par une centaine de marches-, une charpente du XV^e siècle parfaitement conservée, une chapelle castrale du XII^e siècle qui fut tour à tour lieu de culte, salle de patronage puis de cinéma et centre d'art contemporain*. Ceci dit, à Châteaugiron on ne superpose pas que les siècles : on mêle aussi art et patrimoine à travers des œuvres exposées, ça et là, autour du château. On a pu voir pendant un temps des fourmis géantes grimper sur la tour du donjon...

**Les 3 CHA - les3cha.fr*

Géocaching – Au château de Châteaugiron, lancez-vous dans une chasse au trésor avec l'application de géocaching Trésors de Haute Bretagne. Informations : tresorsdehautebretagne.fr

LE FIL



L'Ecole d'horlogerie de la Faculté des Métiers de Fougères propose des formations à des adultes demandeurs d'emploi ou à des salariés en reconversion. La qualification Wostep qu'elle propose est mondialement reconnue (photos 1 à 4).

Photos: © Franck Hamon

Fougères, à l'école du temps

La Faculté des métiers, pôle formation de la CCI Ille-et-Vilaine, propose une formation d'horlogerie comme il en existe très peu dans le monde. Les étudiants, qui pour la majorité trouveront du travail dans les services après-vente des plus grandes marques, apprennent à réparer les montres.

Blouses blanches ou bleues sur le dos, masque sur le nez et loupe à l'œil, les étudiants silencieux et penchés sur leurs établis sont concentrés. L'opération du jour requiert attention et minutie : il s'agit de fabriquer une tige de remontoir. Cette pièce d'une montre permet tout simplement de... la mettre à l'heure ! « À l'examen, il faut réaliser cette opération en huit heures. Ici, pour ma première tentative, j'en ai mis trente », indique en souriant Marianne Renaudin, 28 ans, en première année à l'École d'horlogerie de la Faculté des métiers de Fougères, pôle formation de la CCI Ille-et-Vilaine. Créée en 2002, cette école prépare les étudiants à l'obtention de deux certificats de qualification professionnelle (CQP) : technicien d'atelier en horlogerie en un an et horloger qualifié, en deux ans. Dans le deuxième cas, on obtient une double certification avec le Wostep, diplôme suisse reconnu à

l'international. Seuls dix établissements dans le monde proposent cette certification, et seulement deux en France.

STAGES DE MADRID À TORONTO

« Les étudiants apprennent à réparer une montre dans sa totalité : le mouvement et le boîtier, précise Hervé Coirre, responsable de la formation. Pour le CQP de deux ans, ils suivent 2 800 heures de cours très pratiques. Ils ont aussi 420 heures -deux fois six semaines- de stages en entreprises. » Munich, Madrid, Londres, Toronto, Paris ou Rennes, les lieux de stages sont variés. De Rolex à Richemond en passant par Swatch Group, les plus grands groupes viennent à Fougères faire passer des entretiens pour les stages. Quant aux débouchés, deux possibilités : travailler en manufacture ou pour les services après-vente des marques. « En France, la plupart des postes sont aujourd'hui en SAV. » La formation, très sélective, est accessible aux demandeurs

d'emploi. « Pour celle en deux ans, nous avons reçu cette année 150 demandes d'information. 70 personnes ont participé au processus de recrutement, 12 ont été acceptées. En tout, nous avons 29 étudiantes et étudiants », souligne Hervé Coirre. Qualités requises : minutie, patience, logique, dextérité, goût pour la micromécanique et forte motivation.

CONDITIONS RÉELLES

Âgés cette année de 19 à 50 ans -la moyenne se situant autour





À Fougères, on trouve aussi un musée-boutique tenu par deux passionnés prêts à vous faire découvrir plus de 300 pièces d'exception (photos 5 et 6).

de 30 ans-, les étudiantes et étudiants sont en reconversion. Arnaud Diguët, 36 ans, était paysagiste en région parisienne : « C'était devenu trop difficile physiquement. J'ai cherché autre chose et découvert cette école. Moi qui suis manuel, ça m'a tout de suite intéressé. Le fait de travailler à son rythme et d'être dans la pratique me plaît beaucoup. » Il attend avec impatience les stages et a opté pour le CQP en deux ans « pour avoir

le plus de bagages possible ». Salles de traitement thermique -pour usiner les surfaces des montres-, de polissage -pour remettre en état les bracelets-, de tournage -pour faire des ébauches- ou de nettoyage, les étudiants s'exercent à leur futur métier dans les conditions réelles. « Toujours en blouse et munis de sur-chaussons pour éviter que la poussière ne s'infiltre dans les montres », explique Hervé Coirre.

« Comprendre comment un mécanisme fonctionne et apprendre à maîtriser un savoir-faire singulier est enthousiasmant. À l'heure où on n'a plus beaucoup de temps, où on ne prend plus le temps, j'aime cette façon de remonter le temps », conclut Marianne Renaudin.

— Claire Baudiffier



+D'INFO
Fac-metiers.fr

UNE PAUSE AU MUSÉE DE L'HORLOGERIE

Un établi recouvert de montres et d'outil... Une pièce truffée d'horloges en tout genre, une autre aux allures de musée qui retrace l'histoire du temps. Dans le centre-ville de Fougères, une boutique, véritable caverne d'Ali Baba, a été ouverte par des passionnés, Alain et Hélène Le Floch. Il est horloger depuis près de cinquante ans et accueille régulièrement des stagiaires de l'école. Elle est tombée amoureuse de l'horloger et de l'horlogerie. Réputé dans le monde entier, Alain Le Floch répare tout : la montre de Monsieur Tout-le-Monde, celles haut de gamme de collectionneurs américains, l'horloge astronomique de 900 pièces d'un amateur parisien... Hélène Le Floch s'occupe entre autres du musée, qui abrite plus de 300 pièces d'exception et plonge le visiteur dans les arcanes du temps. Saviez-vous que l'aiguille des minutes a été inventée vers 1730 ? Avant, on n'appréhendait le temps qu'en jours et en heures.



+D'INFO

L'Artisan du temps, musée et boutique. 37 rue Nationale à Fougères. Se renseigner au 02 99 99 40 98 pour les horaires d'ouverture susceptibles d'évoluer en période de crise sanitaire.



En gallo dans le texte

Fèrr la soudurr

Duraunt l'p-rmièr câzèrnèij* du printen 2020, raport ô viruss couron-na* e a la couron-nal 19*, n'a belebin d mondd qhi s mirr a qhultivè yeù jardriñ pourr fèrr poussè d la leghum, oussi bin en vil comm en campingn.

I-e nn a d'aotr qhi p-rfittir du monment-la pourr fèrr poussè d cae manjè den dé renjôt* su l'muzouër* d yeù-z apartement. I-e nn a corr qhi'avein déjà den l'idée d s'establi a la campingn e d'avaer in courti pourr s nourri, e lé vla decidè. Mézè, si v-z avée in courti graund assè, vou pourièe bin vou dmaundè, in monment ou l'aotr, si sa vou pèrmetrè d vou nourri toutt l'an-née. E vou vou dmaundèe comment fèrr la soudurr a la fiñ d l'ivè avaut d rassèrè lé p-rmièr leghum du printen e l'frutèij prim. N'a bin meyin d qhultivè dé leghum qhi pouven don-nè duraunt l'ivè, comm la porée*. Min v-z arée bzein d mètè a gardd de la nouriturr, tout comm.

S'ée bin d'amin d'avaer in-n endrèt frèec e sèc* assè comm ènn cav ou bin in celièr.

Vou pourée yi mètè vô patach, vô carott ou bin vô naviao. Pourr toutt lé raçinn, le mieù s'ée d neti lé leghum en bon-n etat e d lé mètè den du sabl sèc comm tout. Sa durra corr pu lontan. Vou pourée mètè vott frutèij itou, comm lé ponn de gardd*, lé pèirr ou bin lé couin, en plaçaun tout sa su dé clâe* en bouéez. In-n endrèt pu chaod e pu sèc comm in g-rnièr, sa sra mieù pourr gardè dé noua, dé nouzil, ou bin q vou-z arée minz a dobè* den du vinègr ou du çitrègr. Mézè, s'ée d s'i mètè... *Bèrtran Ôbrée*



+D'INFO

Écouter ce texte :
ille-et-vilaine.fr/
nousvousille131

*Câzèrnèij : (néo. formé sur câzèrnè, rester à la caserne) confinement.
Viruss couron-na : (néo. formé sur couron-n, couronne) coronavirus.
Couron-nal 19, maladi couron-nal de 2019 : (néo.) covid-19.
Renjot : bac, baquet.
Muzouër : balcon.
Porée : poireau.
Frèec e sèc : (c final toujours muet) frais et sec.
Ponn de gardd : pomme à couteau.
Clâe : clae.
Dobè : mariner.



©Thomas Crabot

Quel accueil chez les assistantes et assistants maternels au temps du Covid-19 ?

Dans le cadre de la crise sanitaire du Covid-19, de nombreux parents mais aussi des assistantes et assistants maternels s'interrogent sur les modalités d'accueil des enfants. Même en période de confinement, les modes d'accueil des jeunes enfants maintiennent leur activité. Un strict respect des gestes barrières est bien sûr exigé. Voici quelques réponses aux questions les plus fréquemment posées.

Comment doivent s'organiser l'arrivée et le départ des enfants et des parents ?

L'accueil des enfants doit se faire dans le respect des gestes barrières et des règles de distanciation physique. Les parents peuvent accéder aux espaces de vie des enfants. Le port du masque est obligatoire pour tous les adultes. À son arrivée, chaque parent doit se laver les mains ainsi que celles de son enfant au savon et à l'eau, lorsque la configuration des lieux le permet. Le temps de présence des parents doit être limité à 15 minutes, sauf cas exceptionnels.

Faut-il porter un masque ?

Les enfants de moins de 3 ans ne doivent pas porter de masque. Pour les assistantes et assistants maternelles, le port du masque en présence des enfants n'est pas obligatoire sauf pour celles et ceux qui travaillent dans une Mam (maison d'assistantes maternelles). Les personnes à risque de formes graves de Covid-19 doivent aussi avoir un masque de type chirurgical en permanence. Le port du masque de protection est recommandé pour toutes les autres personnes de plus de 6 ans présentes dans les pièces d'accueil des enfants. Les masques doivent être entretenus suivant les indications données par le fabricant concernant le lavage (nombre de lavages, température, etc.). Les masques « maison » doivent être lavés à 60 °C, avec un cycle de lavage d'au moins 30 minutes, chaque jour.

Comment entretenir le logement, les jouets, le linge... ?

Les exigences en matière de nettoyage sont renforcées. Il faut bien aérer les locaux. Lorsque c'est possible, ouvrir les fenêtres pour ventiler les pièces (par exemple, entre 10 et

15 mn toutes les deux heures, le matin avant l'arrivée des enfants, au moment du déjeuner, le soir, pendant et après le nettoyage). Il faut nettoyer au moins deux fois par jour les surfaces qui sont souvent touchées par les enfants ou les adultes -poignées de porte, robinets, chaises, tables... Et, bien sûr, nettoyer les sols ainsi que les jouets et les structures de jeu. Il est préférable d'avoir des doudous et tétines qui restent chez l'assistante maternelle, d'autres qui restent à la maison. Dans tous les cas, il est recommandé de laver régulièrement les doudous, par exemple tous les deux jours. Pour l'entretien du linge, on peut revenir aux protocoles et températures de routine. Le linge doit être lavé régulièrement. Mieux vaut porter un masque, se laver les mains après toute manipulation de linge sale ou avant toute manipulation de linge propre.

Les enfants qui présentent des symptômes (fièvre ou toux par exemple) peuvent-ils être accueillis ?

Non. En cas d'apparition de symptômes évoquant un Covid-19, les parents s'engagent à garder leur enfant. La fièvre (température supérieure à 38°) peut être le seul signe, notamment chez l'enfant de moins de 3 mois. Il peut y avoir également de la toux, des difficultés respiratoires, une altération de l'état général et de la diarrhée. Tous les jours, les parents doivent prendre la température de leur enfant avant de quitter leur domicile.

Que faire face à l'apparition de symptômes de la Covid-19 chez un enfant pendant le temps d'accueil ?

Si des symptômes apparaissent pendant l'accueil de l'enfant, il faut avertir les parents et leur demander de venir

prendre en charge leur enfant dans les meilleurs délais. Il faut isoler l'enfant symptomatique en le maintenant à une distance minimale d'un mètre par rapport aux autres enfants. Il faut le rassurer et le réconforter -le professionnel portant un masque chirurgical. En cas d'urgence, par exemple si l'enfant présente des difficultés respiratoires, contacter le 15. Dans tous les cas, les parents de l'enfant doivent consulter sans délai un médecin et doivent informer dès que possible l'assistante maternelle du résultat. Dans l'attente du diagnostic, l'accueil des autres enfants se poursuit avec une application rigoureuse des gestes barrières.



+D'INFO

Contactez la mission agrément de son secteur ou le service de PMI.
Coordonnées sur ille-et-vilaine.fr
Toutes les informations relatives à l'accueil chez les assistantes et assistants maternels sont à retrouver sur le site assistantsmaternels35.fr



**Vous souhaitez adresser votre message en ligne ?
Posez votre question sur
ille-et-vilaine.fr**

soit à l'attention du président du Département ou d'un autre conseiller départemental, soit en direction des services départementaux en choisissant la thématique propre à votre message.



© Jean-Paul Noble

“ Chères lectrices, chers lecteurs,
Au-delà de nos rencontres sur tout le territoire, il est important
pour moi d’entretenir un lien avec vous à travers ce magazine.
Par le biais de cette page qui vous est réservée, je suis à votre
écoute pour dialoguer et débattre de vos attentes et de nos
politiques publiques. Je m’engage à vous répondre dans les
meilleurs délais. ”

Jean-Luc Chenut

Président du Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine

Monsieur le Président du Conseil Départemental – 1, avenue de la Préfecture 35042 Rennes Cedex

LE DÉPARTEMENT AGIT

- **Il accompagne** les personnes âgées, les personnes en situation de handicap, les personnes en insertion, les familles lorsqu'elles rencontrent des difficultés à une période de leur vie.

Votre nom _____

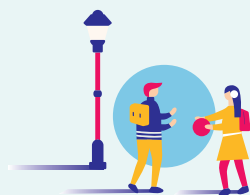
Votre prénom_____

Votre adresse _____

Tél. _____

Mail. _____

- **Il accompagne** les personnes âgées, les personnes en situation de handicap, les personnes en insertion, les familles lorsqu'elles rencontrent des difficultés à une période de leur vie.



- **Il construit** les routes, les collèges. Il aide les communes et les groupements de communes : l'ensemble de l'Ille-et-Vilaine est concerné.



- **Il soutient** la culture, le sport, l'environnement, l'agriculture et le tourisme.

Madame, Monsieur,

Nous avons toutes et tous été éprouvés par une année 2020 inédite. Cependant, restons optimistes sur notre capacité d'adaptation, sur notre volonté de réussir collectivement à affronter les tempêtes, sur cet esprit de fraternité qui nous conduit à agir ensemble. Nous tenons à vous présenter nos vœux les plus chaleureux pour cette année 2021.

Afin de respecter les précautions liées à la communication des collectivités en période pré-électorale, nous avons fait le choix de suspendre notre tribune politique dans cette publication de la collectivité.

En tant que conseillers départementaux, nous restons à votre écoute et à votre disposition.

22 élus chaque jour à vos côtés pour construire ensemble l'avenir de l'Ille-et-Vilaine



Laëtitia Meignan et Aymar de Gouvion Saint Cyr (Antrain), Nadine Dréan et Yvon Mellet (Bain-de-Bretagne), Aude de la Vergne et Louis Hubert (Châteaugiron), Agnès Toutant et Jean-Luc Bourdeaux (Dol-de-Bretagne), Frédérique Miramont et Thierry Benoît (Fougères 1), Isabelle Biard et Louis Pautrel (Fougères 2), Monique Sockath et Aymeric Massiet du Biest (La Guerche-de-Bretagne), Marie Dugan et Pierre Guitton (Montauban-de-Bretagne), Anne Le Gagne et Pierre-Yves Mahieu (Saint-Malo 1), Sophie Guyon et Nicolas Belloir (Saint-Malo 2), Isabelle Le Callennec et Thierry Travers (Vitré)

CONTACT

1, avenue de la Préfecture - CS 24218 - 35042 Rennes Cedex
udc35@ille-et-vilaine.fr

Tél. 02 99 02 35 17



udc35.fr



MAJORITÉ DÉPARTEMENTALE

 Groupe socialiste et apparentés
 Groupe radical de gauche

« Chères Bretilliennes, chers Bretilliens,

***En raison des prochaines élections départementales
pour lesquelles un report en juin 2021 fait l'objet d'un projet de loi,
et afin de respecter l'esprit du code électoral et ses règles en matière de communication
pendant la période pré-électorale, notre majorité a décidé de suspendre
ses tribunes habituellement publiées dans « Nous Vous Ille ».***

Bien sincèrement,

Les élu.e.s de la majorité départementale

*Très belle année 2021 à toutes et tous, solidaire et fraternelle,
pour mieux affronter ensemble les difficultés du moment.*



Gaëlle ANDRO / Armelle BILLARD / Frédéric BOURCIER / Vera BRIAND / Jean-Luc CHENUT / Ludovic COULOMBEL /
Muriel CONDOLF-FEREC / Anne-Françoise COURTEILLE / Isabelle COURTIGNÉ / Jacques DAVIAU / Claudine DAVID /
Catherine DEBROISE / Béatrice DUGUÉPÉROUX-HONORÉ / Michel GAUTIER / Béatrice HAKNI-ROBIN / Marc HERVÉ /
Daniel HEURTAULT / Didier LE BOUGEANT / Loïc LE FUR / André LEFEUVRE // Bernard MARQUET / Christophe MARTINS /
Gaëlle MESTRIES / Solène MICHENOT / Roger MORAZIN / Franck PICHOT / Marcel ROGEMONT / Sandrine ROL /
Emmanuelle ROUSSET / Françoise SOURDRILLE

**30 conseillers
départementaux**

CONTACT 1, avenue de la Préfecture. CS 24218. 35042 Rennes Cedex – <https://www.facebook.com/SocialistesCD35>

Groupe socialiste et apparentés > Mail : groupe-socialiste-et-apparente@ille-et-vilaine.fr **Tél. 02 99 02 20 64**

Groupe radical de gauche > Mail : radical35@ille-et-vilaine.fr **Tél. 02 99 02 35 85**

Appelez-nous au 0 800 95 35 45
ou posez vos questions par mail : isl@ille-et-vilaine.fr

CONFIDENTIALITÉ ASSURÉE

Du lundi au vendredi de 9h à 18h

Numéro vert – Appel gratuit



Ma mère est en Ehpad.
Dans quelles conditions
puis-je lui rendre visite ?

Je suis séparé-e,
quels sont mes droits ?

Ai-je droit
au RSA ?

Je suis surendetté-e,
quelles solutions ?

Mon fils de 15 ans
est déscolarisé,
qui peut m'aider ?

Je n'ai pas pu régler
mon loyer du fait
du chômage partiel,
ai-je droit à une aide ?